

L'exposition de photos « Paris hier et aujourd'hui » à la Galerie du lycée Notre Dame de Sion > P. 12



Le développement démographique et social de la ville Empire Eren Paykal > P. 7



Macron face à Trump

Le 19 septembre dernier, Emmanuel Macron et Donald Trump ont exprimé leurs visions du monde en un intervalle de deux heures devant les dirigeants des cent quatre-vingt-treize pays membres des Nations-Unies (ONU), dont plus de cent trente chefs d'État. Deux discours attendus dans une institution dont la raison d'être est la résolution des conflits et le maintien de la paix dans le monde.



Hüseyin Latif > P. 5

Aujourd'hui la Turquie

M 4388-451-F 6,50 € 70
N° ISSN : 1305-6476

Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Bodrum - Montréal



Lizi Behmoaras : « Écrire, c'est se faire plaisir » > P. 9

12 TL - 6,50 euros

www.aujourdhuiturquie.com

Le Journal francophone de la Turquie numéro 151, Octobre 2017



Scandale du Mediator, vers la fin d'un mensonge de 30 ans

Après une longue et scabreuse bataille judiciaire avec une instruction de six ans, le scandale du Mediator prend un nouveau tournant. En effet, le 5 septembre nous apprenions que le laboratoire Servier et l'Agence du médicament se dirigeaient droit vers la correctionnelle. Un procès inédit dont le verdict est très attendu afin de lever le voile sur un mensonge qui a duré trente ans

Un mensonge mortifère

Ce médicament du laboratoire français est bien connu dans l'Hexagone. Durant 30 ans, il a été prescrit à plus de cinq millions de Français. Mis sur le marché en 1976 comme antidiabétique, il s'avère



que ce médicament est en réalité une amphétamine, bien connu comme étant un puissant « coupe-faim ». M. Servier – le fondateur et directeur du groupe pharmaceutique – a eu en effet le nez fin. Dans les années 1960, le problème de l'obésité grandissant, mais certaines amphétamines étant déjà interdites en France, Servier contourne le problème en commercialisant le Benfluorex – une amphétamine - sous le nom du Mediator en le présentant comme « une molécule d'appoint dans le traitement du diabète et des hypertriglycéridémies », soit un modificateur du métabolisme des graisses actif contre le diabète...

(lire la suite page 7)

Quatrième mandat à haut risque pour Angela Merkel

Alors que le monde avait les yeux rivés sur l'Allemagne le 24 septembre dernier, peu de suspense entourait le scrutin tant celle qui dirige depuis 12 ans l'Allemagne semblait indétrônable. Angela Merkel a donc été reconduite sans surprise pour un quatrième mandat puisque l'alliance CDU-CSU amenée par cette dernière remportait 33 % des voix (moins 8.5 % par rapport à 2013). Comment Mutty (« Maman »), comme l'appellent affectueusement les Allemands, qui espérait obtenir un résultat légèrement plus haut –les derniers sondages lui accordaient 36 % des intentions de vote–, s'est hissée aujourd'hui aux côtés de ses prédécesseurs Konrad Adenauer et Helmut Kohl ? Quel est l'avenir qui se profile à l'horizon sur la scène politique allemande et qu'en adviendra-t-il des relations entre Berlin et Ankara ?



Les raisons d'une victoire

La personnalité, l'habileté et l'esprit politiques d'Angela Merkel ne sont pas étrangers à cette nouvelle victoire. Ceci s'est manifesté dans toute sa splendeur durant le seul débat de cette course à la chancellerie, le 3 septembre dernier. En effet, la chancellerie, forte de ses 12 ans au pouvoir, s'est alors montrée plus compétente et plus convaincante que son potentiel successeur. Martin Schulz, qui devait alors prendre l'ascendant pour espérer remonter dans les sondages, semblait quant à lui chercher l'approbation de Mutty tout en réalisant que sa future défaite serait imputable à la coalition des sociaux-démocrates (SPD) avec le parti conservateur de la chancellerie (CDU-CSU). Car, durant quatre ans, les deux partis ont travaillé main dans la main et, sur

(lire la suite page 3)

Association des Avocats d'Affaires Franco-Turcs

L'Association des Avocats d'Affaires Franco-Turcs a récemment vu le jour. Cette association a pour objectif de resserrer les liens entre juristes franco-turcs et de répondre à un véritable besoin, comme nous l'explique son fondateur, Ozan Akyürek, avocat franco-turc spécialisé en contentieux commercial et contributeur de cette chronique.

> P. 5

Retour sur...

Azerbaïdjan : Entre caviar et droits de l'Homme, le cœur balance, Camille Saulas, P. 2

Les romanciers français en Turquie, édito de Mireille Sadège, P. 9

Venezuela : les médias de la crise, Marc-Antoine Rebut, P. 4

Sait Faik repose en paix



Nami Başer > P. 4

Mercedes-Benz Classe E Cabriolet : pas assez bling-bling !

Daniel Latif > P. 10





Dr. Olivier Buirette

Automne 2017 : les Balkans sont-ils de nouveau la zone de tous les dangers ?

En cette fin d'année, nous nous dirigeons vers la fin du centenaire de la guerre de 1914-1918 qui avait débuté le 28 juin 1914 avec l'assassinat de l'héritier du trône de l'Empire austro-hongrois, François Ferdinand, à Sarajevo (capitale de la Bosnie-Herzégovine) par un extrémiste serbe. Mais voilà que, de nouveau, les Balkans en cette fin d'année 2017 apparaissent comme une zone d'incertitudes et de conflits potentiels. Depuis 1914, la région dite des « Balkans de l'Ouest » aura connu une histoire fort agitée et dramatique avec la création, le 1^{er} décembre 1918, du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes qui deviendra, le 3 octobre 1929, le Royaume de Yougoslavie pour devenir après la Seconde Guerre mondiale, le 2 décembre 1945, la République fédérale de Yougoslavie ; un État non aligné durant la guerre froide et dirigé par le Maréchal Tito jusqu'en 1980. Puis la Yougoslavie entrera dans une crise existentielle grave menant à une guerre civile de dix ans (de 1991 à 2001) faisant plus de 150 000 morts - civils et militaires confondus - et laissant des marques encore visibles aujourd'hui ainsi que de

nombreux problèmes non réglés encore à ce jour comme la question du Kosovo. Nous pourrions nous demander pourquoi cette région de l'Europe est ainsi constamment troublée, pourquoi l'image qu'en a l'imagination populaire est celle d'une poudrière ? N'appelons-nous pas aussi les Balkans de l'Ouest « la poudrière des Balkans » ?

Cela est dû à une histoire régionale vieille de presque 2.000 ans qui a vu cette région successivement occupée par l'Empire chrétien romain, puis par l'Empire byzantin et enfin, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, par l'Empire ottoman. De cette succession d'influences devait naître un mélange d'ethnies et de religions différentes mêlant ainsi catholiques, orthodoxes et musulmans ; le tout s'entremêlant avec des nationalités aussi diverses que celles des Slovènes, des Croates, des Serbes, des Monténégrins, des Albanais et des Macédoniens pour les principaux pays de la région.

Le XX^e siècle avait pu sous deux formes politiques supranationales - Le Royaume de Yougoslavie puis la Yougoslavie titiste - maintenir une harmonie entre ces diffé-

rentes religions et ces différents peuples. Avec la chute du mur de Berlin en 1989 et la fin du communisme en Europe, cette structure, sous la pression d'une volonté indépendantiste, devait voler en éclats et les haines ancestrales entre les peuples resurgir.

L'image que nous avons de cette région est donc de nouveau celle d'une zone instable. Les années qui suivront la guerre seront marquées par une stabilisation de la région avec, de nouveau, l'intégration des États de la région dans une structure supranationale. Cela sera l'entrée de la Slovénie en 2004 dans l'Union européenne (UE) puis de la Croatie en 2013 qui sera le dernier pays à entrer dans l'UE. Une dynamique régionale est depuis à l'œuvre avec plusieurs pays qui sont candidats à l'intégration européenne.

Tout cela renverrait l'image positive d'une région tournée vers un futur stabilisateur si, entre temps, la grande crise économique et financière de 2008 n'avait réveillé les nationalismes dans la région. De même, le retour de la puissance russe associé à un affaiblissement de l'UE à la

suite de la crise de 2008, mais aussi à une nouvelle présidence américaine avec l'élection de Donald Trump - dont la diplomatie bouscule les habitudes de ces 20 dernières années - ont fait naître de nouveaux problèmes en créant des zones grises ou mal contrôlées qui permettent à des foyers de radicalisme islamiques de se développer, constituant ainsi un vivier alimentant les rangs des combattants islamistes en Syrie et fournissant des renforts à la défense de Daech au Proche-Orient. On rappellera ici que le risque est bien réel, car dans cette autre région de tensions qu'est le Caucase, nous avons le cas de la Tchétchénie qui fournit depuis un certain temps un impressionnant contingent de combattants islamiques à Daech.

En définitive, les Balkans en cette fin d'année 2017 restent un foyer de déstabilisation majeur. Nous ne pouvons qu'espérer que la récente relance européenne menée depuis le printemps 2017 puisse renforcer la stabilité d'une région qui, si rien n'est fait, pourrait rapidement redevenir un foyer de risques en Europe aux conséquences incalculables.

Azerbaïdjan : Entre caviar et droits de l'Homme, le cœur balance

De Londres à Bruxelles, en passant par Strasbourg, le Luxembourg, Rome et Paris, le caviar d'Azerbaïdjan coule à flots. L'or noir est un outil puissant utilisé par Bakou pour endormir les responsables politiques. Qu'ils soient américains ou européens, leurs yeux se ferment et leurs langues s'apaisent lorsqu'il est question des intérêts du clan du président Ilham Aliev, au pouvoir depuis une quinzaine d'années, et des droits de l'Homme dans le pays.

Le clientélisme existe depuis la nuit des temps et les responsables politiques n'en sont pas à l'abri, bien au contraire. Déjà en janvier 2013, l'expression « Diplomatie du caviar » faisait son entrée dans les coulisses du pouvoir européen tandis que l'Azerbaïdjan rentrait dans le top 10 des plus influents lobbyistes à Washington. Mis à jour en 2012 avec un rapport de l'ONG *European Stability Initiative* (ESI), mais surtout avec le scandale qui a éclaboussé Luca Volonté, chef du Parti populaire européen au Conseil de l'Europe soupçonné de corruption et de blanchiment d'argent, la diplomatie du caviar se révélait être un puissant levier pour le clan d'Ilham Aliev qui s'assurait - et continue à s'assurer - à coup de livraisons de ce mets de la Caspienne, mais aussi de chantages et de divers pots-de-vin - y compris par l'entremise de déplacements tous frais payés dans le plus grand luxe dans la capitale azéri -, des votes en sa faveur notamment au Conseil de l'Europe, censé défendre les droits de l'Homme.

On en sait aujourd'hui un peu plus sur la façon dont Bakou s'offre l'amitié des puissants de ce monde grâce à une enquête intitulée « *Laundromat* » menée par le *Monde* ainsi que par dix autres publications européennes dont l'*Organized Crime and Corruption Reporting Project* (OCCRP), la *Süddeutsche Zeitung*,

le *Guardian* et le *Berlinske*. En effet, cette enquête conjointe a dévoilé une nouvelle stratégie de cette diplomatie agressive qui s'illustre notamment par un vaste réseau de blanchiment de fonds on ne peut plus opaque et sophistiqué permettant, via les comptes bancaires de quatre sociétés domiciliées en Grande-Bretagne, de financer le régime azéri et de s'offrir des amitiés utiles à Bakou notamment celles de l'Allemand Eduard Lintner et de l'Italien Luca Volonté, deux anciennes figures de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, ou encore celle de Kalin Mitrev, mari de l'actuelle directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova. Tous font partie de ceux qui ont bénéficié de 2,5 milliards d'euros provenant des caisses azéries...

Des petits cadeaux qui sont bien utiles à cette République du Caucase riche en pétrole, mais surtout à la puissante famille Aliev pour servir leurs intérêts. On comprend désormais mieux comment Bakou s'est offert les premiers

Jeux européens ou pourquoi ce pays n'hésite pas longtemps avant d'envoyer ses pétrodollars pour la restauration et la protection du patrimoine français.



L'Azerbaïdjan s'offre par ce système de nombreux soutiens sur la question du conflit territorial avec l'Arménie qui dure depuis vingt-cinq ans. Aucune surprise donc si par delà les frontières l'on commémore les incidents de Khojaly. Les dirigeants européens semblent si avides qu'ils en oublient leurs principes et l'importance des droits de la personne.

Si en Azerbaïdjan toute opposition est violemment réprimée et les arrestations arbitraires sont légion, la voix des journalistes, des opposants politiques et des militants des droits de la personne semble peser bien peu dans la balance face au caviar de Bakou. En 2013, après avoir rendu officiel l'existence des prisonniers politiques en Azerbaïdjan, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe refusait d'adopter le rapport Strasser sur les prisonniers politiques du pays alors que son hémicycle était

empli de personnes luttant pour la sauvegarde des droits de l'Homme ainsi que l'État de droit et bien au fait de la situation en Azerbaïdjan. Et pour cause, des contrats juteux pesaient dans la ba-



Ilham Aliev

lance et finirent par se concrétiser avec l'autorisation de la Commission européenne du lancement du Trans Adriatic Pipeline, un projet de pipeline on ne peut plus juteux.

Aujourd'hui, les rapports accablants de Human Rights Watch ou d'Amnesty International sur l'Azerbaïdjan ne trouvent aucun écho. Pourtant, la situation est grave dans ce qui est devenu une prison à ciel ouvert. Les organisations de défense des droits de l'Homme doivent cesser leurs activités sous peine de représailles, toute forme d'opposition est muselée - il ne faudrait pas que les affaires de corruption de la famille présidentielle s'ébruitent -, les prisonniers d'opinion sont légion - et servent de monnaie d'échange - tout comme les arrestations arbitraires, les disparitions forcées, la torture et les mauvais traitements. La politique d'influence azérie fonctionne, la corruption va bon train. Aujourd'hui, ceux qui se targuent de défendre les valeurs européennes, la Convention européenne des droits de l'Homme, ou encore la Déclaration universelle des droits de l'Homme ferment les yeux tandis que bouches et poches sont pleines à craquer.

* Camille Saulas

Quatrième mandat à haut risque pour Angela Merkel

(Suite de la page 1)

En revanche, ce qui a permis en premier lieu à la chancelière allemande de remplir pour un quatrième mandat est sans conteste la situation économique de son pays. Car, depuis 2005, le chômage a diminué de moitié (3,8% de chômage selon Eurostat) et la consommation a repris. Avec un excédent budgétaire annuel de 24 milliards d'euros et un excédent commercial de 252 milliards d'euros, tous les indicateurs économiques sont au vert. Une stabilité économique qui lui est favorable et qui lui assure la confiance des Allemands qui préfèrent opter pour la continuité. Difficile alors pour l'ancien président du Parlement européen de faire campagne et de convaincre les Allemands sur un programme centré sur la justice sociale. Ainsi, la chancelière, sans faire vraiment faire campagne et en profitant de la fascination des Allemands pro-européens pour Emmanuel Macron, laissait bien peu de chance à Martin Schulz et aux sociaux-démocrates qui ont finalement enregistré leur pire score depuis la Seconde Guerre mondiale (20,5% des voix).

Merkel face à l'avenir

Outre les défis d'ordre politique, Mme Merkel devra s'assurer que la consommation reste stable et que la croissance continue à se renforcer par l'intermédiaire des investissements si elle ne veut pas que ce quatrième mandat soit le dernier. Mais la chancelière va devoir pour cela avoir les cartes en main et donc s'atteler aux défis politiques qui s'annoncent conséquents au lendemain de ce scrutin. Car *Mutty* a finalement arraché une victoire toute relative qui s'annonce pleine de défis. Parmi eux, l'on compte en premier lieu la construction d'une coalition qui s'annonce complexe alors que l'Allemagne n'échappe pas à la montée de l'extrême droite.



En effet, l'Alternative für Deutschland (AfD), le parti de droite anti-immigration et antieuropéen créé en 2013, est le vrai vainqueur de la soirée du 24 septembre (12,6% des voix). En franchissant la barre de 5 % des voix, l'AfD entre au Bundestag pour la première fois en devançant les Verts et les libéraux (LPD, parti Libéral Démocrate). Une poussée de l'extrême droite en fanfare qui révèle un malaise dans la société allemande depuis les tensions qui ont gagné le pays avec la crise migratoire de 2015, et qui, de l'aveu même de la chancelière, constitue un « *nouveau défi* » pour l'Allemagne et pour celle qui s'est faite régulièrement chahutée par les partisans de l'AfD lors de sa campagne.

Combiné au résultat décevant de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) et de son allié bavarois l'Union chrétienne-sociale (CSU) et l'annonce du SPD d'entrer dans l'opposition, la constitution d'une coalition sera le premier défi auquel va devoir s'atteler la chancelière pour obtenir la majorité des sièges au Bundestag. Un travail de titan qui pourrait durer plusieurs semaines si ce n'est plusieurs mois et dont l'objectif est de faire barrage à la gauche radicale (Die Linke), mais surtout à l'AfD. C'est maintenant à Angela Merkel de convaincre le LPD ou les Verts d'envisager une éventuelle coalition « *Jamaïque* ». Alors que les enjeux sont importants – avenir des relations transatlantiques, réformes de la zone euro, ou encore gestion des tensions avec des pays tels la Russie et la Turquie, etc. –, impossible pour le moment de prédire ce qu'il en sera tant les divergences entre ces partis sont importantes sur de nombreux dossiers. Une chose est sûre, une coalition « *Jamaïque* » risque de vite devenir une épine dans le pied sur le plan fédéral.

Si le parti d'Angela Merkel rentre finalement en coalition avec les libéraux (10,7% des voix), qui se méfient de la France et qui préconisent une Europe décentralisée, les choses vont se compliquer pour l'Union européenne et les ambitions que porte le couple franco-allemand – notamment sur le projet de budget de la zone euro –, au grand dam d'Emmanuel Macron qui voit d'un œil plus favorable une alliance avec les Verts (8,9%) alors qu'il a d'ores et déjà perdu des interlocuteurs précieux comme le ministre des Affaires étrangères Sigmar Gabriel.

L'avenir des relations germano-turques

Depuis un an, les relations entre Berlin et Ankara se caractérisent d'abord et avant tout par des tensions qui ne cessent de s'accroître. Aux changements structurels des deux États qui ont eu raison des liens diplomatiques privilégiés entre les deux pays, les échéances électorales et les déclarations respectives des deux chefs d'État ont envenimé les choses. Alors qu'Angela Merkel a, durant sa campagne, annoncé qu'elle était en faveur de l'arrêt des négociations sur l'adhésion à l'UE de la Turquie, mais aussi de la suspension des pourparlers sur l'Union douanière et que le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, a appelé les Turcs vivants en Allemagne de ne pas voter pour « *les ennemis de la Turquie* » – les trois grands partis : la CDU, le SPD et les Verts – il est bien difficile de prédire ce qu'augure l'avenir.



Les observateurs des relations entre Ankara et Berlin sont pessimistes. Jean Marcou, enseignant et chercheur à Sciences Po Grenoble, est perplexe. Selon lui, si certains responsables politiques et économiques allemands espèrent que la fin de cette campagne électorale allemande permettra un apaisement des tensions, il n'en reste pas moins que d'autres « *se sentent exposés en cherchant à raffermir les liens que la Turquie avait avec l'Allemagne et l'Europe* ». Sinan Ulgen, chercheur associé au Carnegie Europe à Bruxelles, est encore plus pessimiste : « *il y a plus de chances d'observer un accroissement des tensions qu'une amélioration des relations* » entre les deux alliés de l'OTAN.

Néanmoins, la Turquie et l'Allemagne ont besoin l'une de l'autre, tant sur le plan économique que géopolitique.

Par ailleurs, Berlin sait que l'accord migratoire entre la Turquie et l'UE, signé en mars 2016, est primordial notamment pour s'assurer que la crise qu'a traversée l'Allemagne en 2015 ne se reproduise pas. Derrière les enjeux énergétiques et sécuritaires qui s'ajoutent à la longue liste des intérêts communs liant la Turquie et l'Allemagne, l'on retrouve des enjeux électoraux qui pourraient contribuer à ce que les tensions ne dégénèrent pas en conflit. Espérons donc que la rationalité dans la conduite des relations bilatérales reprenne le dessus.

* Camille Saulas

Le point sur l'actualité turque au Moyen-Orient

L'actualité de ces derniers mois est l'occasion de faire un point sur le positionnement de la Turquie au Moyen-Orient. Ambitionnant de devenir une puissance moyenne émergente, il est en effet intéressant d'observer les initiatives de ce pays dans une région qui s'illustre par l'évolution en cours des équilibres géopolitiques. À cet égard, la Turquie est d'ailleurs au premier plan des reconfigurations, principalement du fait de son rapprochement toujours plus étroit avec l'Iran. Si ces deux pays ont historiquement et jusque récemment été en rivalité et avec des intérêts divergents, les liens politiques et économiques qui les unissent sont un modèle de réalisme au Moyen-Orient. Le 6 août dernier, la rencontre au sommet entre le général iranien Mohammad Baqeri et le président turc Recep Tayyip Erdoğan, une première depuis la Révolution islamique de 1979, vient ajouter à la diversification des partenariats de la Turquie puisqu'elle aurait débouché sur une coopération militaire, suivie peu après par l'achat des systèmes antiaériens S-400 à la Russie en



septembre, permettant de conforter Moscou dans sa position d'allié stratégique dans la région et de confirmer la prise d'autonomie stratégique d'Ankara. Il faut dire qu'Ankara et Téhéran ont des intérêts convergents sur le plan économique, mais aussi géostratégique, en particulier sur le dossier syrien, en témoigne la coordination actuelle sur le terrain, ainsi que sur la question kurde. Le référendum organisé sur l'indépendance par le Gouvernement régional du Kurdistan irakien inquiète en effet les deux voisins qui comptent une forte minorité kurde en leur sein.

* Kıymet Altan

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet www.aujourdhuiturquie.com

TURQUIE
PRIX À PARTIR DE
€57,99*

PEGASUS, VOS VOLS MOINS CHERS POUR LES REVOIR PLUS SOUVENT

- 36 destinations en Turquie
- Jusqu'à 60% réduction sur flypgs.com pour vos suppléments bagages
- Départs possibles depuis Paris Orly, Marseille Provence, Lyon-Saint Exupéry, Bruxelles Charleroi, Bâle-Mulhouse, Charleroi ou Genève

Choisissez parmi nos 4 forfaits de vol, selon vos besoins et vos envies

Basic	✈	+	🧳 8kg
Essentials	✈	+	🧳 8kg + 🧳 20kg
Advantage	✈	+	🧳 8kg + 🧳 20kg + 🪑
Business Flex	✈	+	🧳 12kg + 🧳 20kg + 🪑 + 🔄

** Taxes Comprises*

flypgs.com | **PEGASUS**
pour les meilleurs prix AIRLINES

Venezuela : les médias de la crise

Qui connaît un peu l'histoire de l'Amérique latine ne peut s'empêcher de sentir poindre un familier soupçon de scepticisme devant le traitement médiatique de la crise au Venezuela. La crise sociale, économique et politique que traverse ce pays est réelle : baisse du prix du baril de pétrole, inflation et marché noir, files de rationnement, absence de médicaments, arrestations, confrontations violentes et meurtrières entre le pouvoir et l'opposition... Tout cela dresse un tableau chaotique, difficilement lisible pour qui n'y prête qu'une attention distraite, mais parfaitement adapté au sensationnalisme grandiloquent et moralisateur de la presse occidentale qui, loin d'informer le monde des tenants et aboutissants d'une telle crise, s'empresse de crier à la dictature. Or, s'il existe une situation de crise certaine, le terme de « dictature », régulièrement employé pour caractériser le régime de Maduro, n'a d'autre pertinence que celle de réduire une réalité complexe et nuancée, en un état de fait propre à servir le jeu d'un interventionnisme idéologique (et peut-être bientôt militaire).

Pourtant le tableau semble clair : un président autoritaire qui réprime une opposition dans le sang. Mais quelle est

cette opposition et que réclame-t-elle ? La liberté bien sûr ! Mais n'est-ce pas là le mot d'ordre de toute opposition ? Il convient alors de dépasser l'image mythique d'une opposition valeureuse qui, à l'instar d'un Gavroche, n'hésite pas à porter ses idéaux devant les balles de la répression. Le mouvement de l'opposition (MUD) au Venezuela est disparate et réunit des groupes allant de la gauche modérée à l'extrême droite putschiste qui avait déjà tenté de renverser Chávez par la force en 2002. Or les deux grandes tendances de ce mouvement, Primero Justicia (PJ) et Voluntad Popular (VP), vont profiter de la crise économique particulièrement difficile, pour provoquer une situation de conflit et de violence. Si une partie de l'opposition a manifesté un temps sa volonté de dialoguer avec le gouvernement, cette dernière a quasi-



ment disparu avec l'élection de Maduro en 2013. Depuis, le mot d'ordre est à la contestation et à la déstabilisation systématique du gouvernement. Ainsi, Leopoldo López, leader de VP qui n'a jamais reconnu la légitimité du gouvernement, exhorte les foules et les étudiants à la violence (43 morts lors d'une manifestation étudiante de février 2014). Processus classique de déstabilisation politique : créer une situation de violence pour appeler une répression du pouvoir, justifiant ainsi la violence de l'opposition et ainsi de suite. Ce scénario, au centre duquel les médias tiennent une place de choix, est bien connu en Amérique latine.

Chili, début des années 1970. Allende est arrivé au pouvoir et son programme socialiste dérange fortement les États-Unis et notamment Henry Kissinger. Ce

dernier crée alors le *Comité 40*, organe de la CIA visant à déstabiliser le gouvernement du président chilien. Ce comité financera plusieurs manifestations étudiantes pour se battre contre les forces de l'ordre. Il financera également le journal le plus influent du pays, *El Mercurio*, qui relayera, entre autres, les affrontements violents afin de promouvoir une image négative du gouvernement. Ce fait historique avéré nous rappelle que les médias sont bien souvent subordonnés à des intérêts politiques.

Devant une telle complexité des forces en mouvement, comment nos médias s'autorisent-ils à blâmer ceux qui essaient de suspendre leur jugement, de ne pas tomber dans la condamnation facile d'un régime qui, s'il a bien des défauts, n'en est pas moins légitime ? Devant un jugement médiatique aussi manichéen, rappelons-nous que la politique extérieure sert bien souvent des intérêts intérieurs et lorsque l'on voit comment ce terme réducteur de « dictature » sert à délégitimer une certaine tendance politique en France, nous ne pouvons que douter du bien-fondé des bonnes intentions internationalistes de nos chers médias.

* Marc-Antoine Rebut

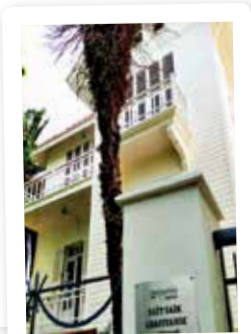


Nami Başer

Sait Faik repose en paix

Le musée Sait Faik, sur l'île de Burgaz, est un petit joyau d'Istanbul qui vous offre le même sentiment de retrait, d'intimité et de recueillement que l'on peut éprouver par exemple à Paris quand vous vous trouvez au musée Rodin. Cela faisait longtemps que je n'avais pas visité Sait Faik alors que l'on me disait qu'après un certain nombre de restaurations c'était mieux. Étant donné que, depuis une décennie, le mot même de « restauration » nous fait sursauter en raison de tout ce qu'on a pu nous offrir en matière d'horreurs dans ce domaine, je me méfiais. Mais il se trouve que je me trompais. Le musée Sait Faik vaut le déplacement.

On y entre par un jardin élégant où les arbres et les fleurs semblent tout droit sortir des romans de Halit Ziya Uşaklıgil ou d'Abdülhak Şinasi Hisar du début du vingtième siècle. À l'époque, ces lieux devaient rappeler le paradis, me disait un ami français. Mais ce qui frappe de nos jours, en se promenant dans les rues étroites qu'on traverse sur l'île pour arriver au musée, c'est la présence des Grecs qui continuent leurs prières du dimanche et qui ont conservé leur politesse d'antan. On pensait qu'ils avaient déserté notre pays, mais les voilà réunis ici semblant ne pas vouloir se séparer d'une partie de l'histoire qu'ils ne veulent pas quitter et pour laquelle ils désirent encore témoigner. À l'intérieur du musée est proposée une visite guidée sur la vie de l'auteur,



vous découvrez quelques photos que vous reconnaissez et d'autres que vous n'avez jamais vues, mais aussi un recensement de ses ouvrages ainsi que la liste des auteurs qui ont reçu le prix Sait Faik jusqu'à nos jours. J'y aperçois le nom de Yalçın Tosun qui a remporté le prix Sait Faik et celui de Notre Dame de Sion. Si cela ne me rajeunit pas puisqu'il a été mon étudiant avant d'être mon ami, je lui téléphone, ému. Incroyable, il n'est jamais venu au musée et il n'est pas au courant que son nom y figure.

Une des dernières lettres de Sait Faik s'offre à nos yeux. Il est heureux de faire savoir que « Les Nouvelles Nourritures » de Gide ont été traduites en turc et annonce qu'il pourra bientôt envoyer cette œuvre. Je suis ému de découvrir parmi ses livres le troisième tome des Œuvres Complètes de Jean Genet aux éditions Gallimard. On peut apercevoir les titres « Pompes funèbres », « Le pêcheur de Suquet », « Querelle de Brest » sur la couverture. Je ferme les yeux et j'imagine une vie périlleuse digne de Genet de Sait Faik à Grenoble où il a passé trois ans de sa vie. Une période sur laquelle nous ne savons rien.

Je suis heureux d'apprendre que les lecteurs français peuvent aussi savourer les textes de Sait Faik grâce à l'excellente traduction de Rosie Pinhas-Delpuech, débutée en 2013. Ce sont les éditions « Bleu autour » qui s'en chargent. C'est la première fois de ma vie que je quitte un musée en souriant et avec une sensation de bonheur.



Ali Türek

« Monsieur »

Il construisait un monument. Invisible à nos yeux, il y travaillait avec une persévérance inouïe et un grand respect. Son regard au-dessus de ces quelques jeunes têtes face à lui, il travaillait avec les mots, maniait les concepts, jouait avec tout pour pouvoir bâtir son monument, une gigantesque œuvre faite d'idées.

Entre les livres qu'on lisait ou qu'on ne faisait que feuilleter, on le sentait mettre une pierre de plus à son bâtiment. Anachronique à nos yeux et donc très souvent inaccessible pour nous, son œuvre était toujours saisissante.

Entre un Rabelais et un Anouilh, il travaillait. Sur une phrase, toute simple à première vue, de l'Abbaye de Thélème qu'était « Fais ce que voudra » ou sur un « Non » encore plus simple d'une jeune fille cherchant à accomplir un acte de rétablissement de dignité de son frère, il nous amenait pendant de longues heures de cours au cœur des questions concernant la vertu, la justice et l'injustice.

C'était sous sa craie qu'on lisait véritablement et pour la première fois Camus quitte à être bouleversé devant son « absurdité ».

Plus de dix ans après, alors qu'il est toujours vivant dans les mémoires, sans un signe d'alarme ni une souffrance interminable, une seule seconde lui prend la vie. Digne de son enseignement!

J'ai étudié dans un lycée dont les couloirs étaient remplis de tableaux d'honneur. Poursuivant un schéma de remplacement des prénoms de ces élèves répartis sur plus de treize décennies, chacun de ces cadres illustrait un pays qui conti-

nuait son chemin en suivant une logique assez particulière. Nous étions en 2002 et à l'aube d'un nouveau bouleversement dont on ignorait à l'époque l'ampleur et l'impact sur nous-mêmes. Nous étions arrivés, avec nos prénoms un peu plus homogènes, à une toute nouvelle phase de la vie de cet établissement.

Les prénoms des gens. Le fameux 'Ş' avec lequel il écrivait son prénom venait d'une petite communauté qui constituait le fameux « un pour cent » de la population de la Turquie contemporaine et qu'il ne revendiquait que lorsqu'il était assez de bonne humeur pour évoquer, en blaguant, cette évidence statistique bien triste.

La langue, sa passion et les clés de réflexion sans lesquelles je ne pourrais mener ma vie actuelle, je les ai acquises dans cet établissement, mais aussi, peut-être plus que tout autre, lors de longs moments que j'ai passés en conseil de discipline en tant que représentant des élèves ou lors de mon tout premier séjour à Paris avec mes amis de lycée. Un professeur a su garder une place primordiale dans ma formation intellectuelle.

Je ne suis pas le seul. Nous resterons toujours heureux et très fiers de pouvoir compter ce Monsieur parmi ceux qui nous ont bâtis.

Mişel Tagan avait, il y a bien longtemps, fait son entrée dans le Panthéon de ses centaines d'élèves de Saint-Joseph de Kadıköy qu'il a formés durant trente-neuf ans. Il va désormais y vivre pour l'éternité. Comme dans l'esprit et le cœur de ses élèves.

Car les légendes ne meurent jamais.





Dr. Hüseyin Latif

Docteur en histoire
des relations
internationales

Le 19 septembre dernier, Emmanuel Macron et Donald Trump ont exprimé leurs visions du monde en un intervalle de deux heures devant les dirigeants des cent quatre-vingt-treize pays membres des Nations-Unies (ONU), dont plus de cent trente chefs d'État. Deux discours attendus dans une institution dont la raison d'être est la résolution des conflits et le maintien de la paix dans le monde. C'est en premier lieu le président néo-conservateur américain qui a rejoint la tribune de l'ONU. Fidèle à sa réputation, il a menacé la Corée du Nord de « *destruction totale* » ; des propos on ne peut plus inquiétants. Mais ce n'est pas tout. Donald Trump s'en est également pris violemment à l'Iran, au Venezuela et à Cuba qu'il n'a pas hésité à qualifier d'« États voyou ». Oubliant toutes les règles de la diplomatie, le président américain s'est ainsi clairement distancé du multilatéralisme, de la volonté de compromis permanent entre les différents États du monde qu'incarne l'ONU depuis sa création au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Des propos qui ont ulcéré une

Macron face à Trump

grande partie de la communauté internationale, mais aussi John F. Kelly, le chef de cabinet de la Maison-Blanche, qui se tenait la tête entre les mains en entendant ce discours belliqueux. Deux heures après, c'était au tour du président français de prendre la parole. Certain de contrarier Donald Trump et d'attirer l'attention de l'opinion publique internationale, son discours prônait un « monde multipolaire » tout en suivant les grandes lignes de la politique étrangère très active et pragmatique de Jacques Chirac (1995-2007) qui n'avait pas hésité à s'opposer résolument à la guerre des États-Unis en Irak. En répondant point par point à certaines parties du discours de son homologue américain, on a constaté que le président français avait écouté attentivement le président néoconservateur. À l'idée simpliste de Donald Trump sur « *l'Amérique d'abord* » il a opposé « *l'indépendance (qui) réside aujourd'hui dans l'interdépendance* ». Ce dernier a surtout insisté sur le fait que dénoncer l'accord sur le nucléaire, négocié par l'Iran et le groupe 5+1, serait une « *lourde erreur* ». En effet, Emmanuel Macron ne voit aucun problème dans l'application de l'accord signé en 2015 à Vienne

avec l'Iran : « *Notre engagement sur la non-prolifération a permis d'obtenir un accord solide, robuste, qui permet de vérifier que l'Iran ne se dotera pas de l'arme nucléaire. Le dénoncer aujourd'hui sans rien proposer d'autre serait une lourde erreur, ne pas le respecter serait irresponsable, parce que c'est un accord utile, essentiel à la paix* ». Par ailleurs, le président français n'a jamais prononcé le nom de Donald Trump comme l'avait fait avant lui Dominique de Villepin dans son discours historique devant l'ONU, le 14 février 2003. Quant à l'Accord de Paris, Emmanuel Macron a aussi livré un message clair destiné avant tout à Donald Trump : « *Cet accord ne sera pas renégocié, il nous lie (...), nous ne reculerons pas (...) détricoter l'accord serait détruire un pacte entre les États et les générations* ». Sur d'autres points chauds concernant la scène internationale et particulièrement sur les crises syrienne et nord-coréenne, le président français a défendu l'option diplomatique et les pourparlers entre les parties. Pour lui, la solution est politique, non pas militaire. Un nouveau combat contre l'unilatéralisme de la domination américaine vient-il de commencer ?

Association des Avocats d'Affaires Franco-Turcs

L'Association des Avocats d'Affaires Franco-Turcs a récemment vu le jour. Cette association a pour objectif de resserrer les liens entre juristes franco-turcs et de répondre à un véritable besoin, comme nous l'explique son fondateur, Ozan Akyürek, avocat franco-turc spécialisé en contentieux commercial et contributeur de cette chronique.

Depuis quand cette association existe-t-elle ?

Si la création administrative de l'association des Avocats d'Affaires Franco-Turcs (AAFT) est récente, cela fait un certain nombre d'années que cela constitue un projet qui me tient à cœur. En effet, avocat depuis 2001, j'ai très rapidement constaté que les avocats franco-turcs souffraient d'un vrai déficit d'image et étaient très peu visibles au sein des différents ordres nationaux. À cette époque, aucune association n'apparaissait comme véritablement active pour promouvoir les échanges entre les avocats français et turcs. J'ai donc tenté de pallier cette carence en multipliant les initiatives individuelles avant de commencer à travailler sur les premières bases d'une association d'avocats franco-turcs.

Quel est le but de l'association ?

L'objectif a toujours été de constituer une association à but non lucratif afin de contribuer au resserrement des liens juridiques entre la France et la Turquie tout en multipliant les échanges entre les juristes des deux pays. L'association des Avocats d'Affaires Franco-Turcs, comme son nom l'indique, se concentre principalement sur le monde des affaires et en aucun cas n'a vocation à être un outil politique.

Répond-t-elle à un besoin particulier ?

La présence des avocats franco-turcs au sein des différents barreaux ne date pas d'hier. Malheureusement, aucune initiative n'avait été prise pour constituer une interface crédible auprès des instances ordinales et pour promouvoir les échanges entre les deux pays. Il m'apparaissait donc nécessaire de combler ce vide pour permettre aux avocats franco-turcs, mais également aux instances ordinales, de pouvoir faire appel à nos services chaque fois que cela pourrait s'avérer nécessaire. C'est par mon profond attachement au droit dans la vie de la société qu'il m'est apparu indispensable de rapprocher les professionnels des deux pays qui le font vivre au quotidien.

Le droit des affaires est un domaine très vaste, l'association réunira-t-elle des praticiens de domaines différents ?

L'association entend bien évidemment réunir les confrères intervenant dans tous les domaines du droit des affaires : droit des sociétés au sens large, droit de la distribution, droit de la concurrence, droit fiscal, droit bancaire, droit de la propriété intellectuelle, droit des télécommunications, etc.

Comment les personnes intéressées pourront-elles contacter l'association ?

Les personnes intéressées pourront contacter l'association directement grâce à l'adresse mail de celle-ci : associationaافت@gmail.com. La page LinkedIn de l'association permet également aux personnes intéressées de se connecter de manière informelle afin de créer un réseau professionnel et être tenues au courant de l'actualité de l'AAFT.

L'occidentalisation de l'État turc

Le 29 octobre 1923 fut sans doute le plus beau jour de l'histoire turque. Cette année, la République turque célèbre son 94^e anniversaire et je suis très heureux de partager cet honneur avec vous. Je souhaite que cet esprit d'union et de rassemblement autour d'idéaux tels que la liberté, l'égalité, la probité, la laïcité et la démocratie anime de nouveau nos compatriotes au cours de la période troublée qui s'annonce. Heureux celui qui peut se dire « Turc » !

La Turquie, étant un pays du Moyen-Orient, est un cas spécifique. L'une des grandes particularités de la Turquie est son lien avec l'Occident. En effet, ce que l'on pourrait appeler un processus d'occidentalisation a été amorcé tôt, bien avant sa fondation en 1923 par Mustafa Kemal Atatürk.

Depuis le XVIII^e siècle, la Turquie exprime le désir d'être intégrée dans le système des États européens. Les réformes visant à réorganiser l'État qui se sont déroulées au cours de l'ère dite « des Tanzimat », entre 1839 et 1876, sont considérées comme à l'origine des changements. C'est en 1839, avec la promulgation d'une charte impériale (*Hatt-i humayun*), qu'un fort mouvement de modernisation et d'occidentalisation, connu sous le nom de « période des Tanzimat », commence à affecter l'Empire. Cette

charte proclame l'égalité de tous les sujets de l'Empire, quelles que soient leurs religions et leurs nationalités, le droit à la justice pour tous, une juste répartition des impôts, l'institution du service militaire avec réorganisation de l'armée. Le mot *Tanzimat* correspond à la réorganisation dans l'esprit bureaucratique moderne de même que dans le langage ottoman. Les réformes ottomanes, appelées *Tanzimat*, consistent à prendre des mesures, appelées « garanties », en faveur des individus, comme la légalité des impôts, la lutte contre le gâchis des deniers publics, l'inviolabilité de la vie et de la propriété. Par ces moyens, l'on veut adoucir les inconvénients d'un régime despotique. La période des *Tanzimat* permet à l'Empire de multiples transformations juridiques, administratives, militaires, fiscales, mais aussi éducatives qui approfondissent et élargissent la réflexion sur ce que devrait être l'avenir de ce dernier. Ainsi, tout au long de l'Empire ottoman, on assiste à un basculement à l'ouest, vers le modèle européen. La République turque fondée en 1923 continuera cette démarche d'occidentalisation et de modernisation.

Avec Mustafa Kemal, la Turquie devient en effet le premier pays du Moyen-Orient à inscrire ses choix de politique intérieure (ses choix de société) dans le sillon européen et occidental. La Turquie devient alors l'unique République laïque du monde musulman. Les kémalistes transforment la Turquie en un État-nation modernisé, industrialisé et laïque. Ils n'ont pas ressenti le besoin de maintenir des éléments traditionnels comme la plupart des *leaders* nationalistes des pays en développement. Par ailleurs, la

religion n'a pas été utilisée pour mobiliser les masses en Turquie comme dans les autres pays musulmans. L'idée d'une communauté nationale et kémaliste est contraire à la conception islamique. Pour cette raison, les révolutionnaires kémalistes de 1920 ne considèrent pas la religion comme un moyen de préserver l'ordre traditionnel dont ils préfèrent la transformation totale, car les caractéristiques inhérentes à la culture ottomane sont considérées comme des entraves à la construction de l'État-nation ainsi qu'à l'affirmation et au développement de la culture turque. Engagée dans ce processus d'occidentalisation, la République turque instaure un système politique démocratique notamment *via* le multipartisme et la tenue d'élections régulières à partir de 1950. C'est parce que la Turquie est le seul pays du Moyen-Orient à avoir un système politique démocratique comparable avec ceux des États européens que les négociations en vue d'une adhésion sont lancées ; et ce, depuis le début de la construction européenne. Dès juillet 1959, la Turquie demande un accord d'association à la Communauté économique européenne (CEE), démarche qui aboutit en 1963. Cet accord évoque clairement la possibilité d'une adhésion pleine et entière : « *Lorsque le fonctionnement de l'Accord aura permis de envisager l'acceptation intégrale par la Turquie des obligations découlant du Traité instituant la Communauté, les parties contractantes examineront la possibilité d'une adhésion de la Turquie à la Communauté.* »

* Fatim Resat Durukan

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet
www.aujourdhuilatourquie.com

Trump s'en va-t-en guerre

Lundi 21 août, le président américain a annoncé solennellement depuis la base de Fort Myer, au sud-ouest de Washington, l'envoi de nouveaux soldats en Afghanistan. Un revirement inattendu de la part de celui qui ne cessait de critiquer l'engagement américain dans ce conflit.

Après avoir fustigé la précédente Administration américaine de poursuivre une guerre coûteuse en terme de vie – 2.400 soldats américains sont morts en Afghanistan depuis 2001 –, mais surtout en terme financier – Washington a versé plus de 110 milliards de dollars d'aide à la reconstruction depuis le début du conflit, un volet qui intéresse bien plus le milliardaire –, et après avoir déclaré en 2013 sur Twitter : « *Quittons l'Afghanistan (...) Nos troupes se font tuer par des Afghans que nous entraînon et nous gaspillons des milliards là-bas. Absurde! Il faut reconstruire les USA* », le magnat de l'immobilier a créé la surprise en annonçant dans un discours d'une vingtaine de minutes l'augmentation des effectifs américains en Afghanistan. Si cette déclaration constitue à première vue un revirement à 180 degrés des orientations en matière de politique étrangère du milliardaire, elle n'en reste pas moins le résultat d'un calcul rationnel. Reste à savoir si cette décision aura un quelconque impact sur le dénouement du plus long conflit dans lequel les États-Unis se sont engagés.

Une stratégie rationnelle

Si Donald Trump a pris une telle décision, c'est tout d'abord en raison de la situation en Afghanistan. Arrivé à la Maison-Blanche, les priorités ont été revues et les urgences ne peuvent être écartées. C'est d'ailleurs ce qu'a retenu le président : « *Mon instinct initial était de se retirer (...), mais les décisions sont très différentes lorsque vous êtes dans le Bureau ovale* ». Or, la situation dans le pays est désastreuse. Avec une économie dévastée, soutenue à bout de bras par les aides étrangères, cet État proche de l'effondrement voit sa situation sécuritaire se dégrader et est sur le point de devenir un sanctuaire pour terroristes. Ainsi, nous ne pouvons enlever à Donald Trump qu'un retrait des troupes trop rapide profiterait non seulement aux talibans, mais aussi à Al-Qaïda et à Daech. Car, l'armée afghane subissant des pertes croissantes, les attentats augmentant et avec un pouvoir central au bord de l'effondrement et largement corrompu, le groupe armé État islamique a réussi à s'implanter dans le pays depuis

2014. Un élément qui fait trembler les États-Unis encore traumatisés par les attentats qui se sont déroulés sur son territoire.

Par ailleurs, lors de l'exposition de sa stratégie en Afghanistan, nous ne pouvons passer sous silence les reproches que Donald Trump a eus à l'égard du Pakistan. En accusant Islamabad d'être un repaire pour « *des agents du chaos, de la violence et de la terreur* » en servant de base arrière aux talibans, le président américain a, à mots voilés, avoué un autre facteur qui l'a poussé à revoir sa stratégie. C'est ce que souligne le politologue et spécialiste du Moyen-Orient à l'Université de Sherbrooke (Canada), Sami Aoun : « *La priorité dans l'échelle des ennemis, c'est plutôt les anciens alliés (...) L'Inde est devenue la puissance régionale sur laquelle les Américains peuvent miser pour couper la zone d'influence chinoise que la Chine est en train de bâtir sérieusement et soigneusement avec le Pakistan* ».

En définitive, comme le résume le chercheur à l'Hudson Institute, Benjamin Haddad, Donald Trump a donné les raisons qui sous-tendent son changement d'idée : « *Il a expliqué pourquoi les États-Unis devaient rester dans la région, à cause de la proximité avec le Pakistan, la rivalité entre l'Inde et le Pakistan, le développement des groupes terroristes qui pouvaient nuire à la sécurité nationale américaine.* »

Mais derrière cette analyse rationnelle, force est de constater qu'on ne retrouve pas en première ligne le président américain, mais bien le Pentagone qui redoute un effondrement total du pays. En outre, l'éviction de Steve Bannon a permis ce revirement chez Donald Trump. En effet, ce n'est pas une coïncidence si la première déclaration publique après le départ de cet isolationniste qui prônait « *l'Amérique d'abord* » concerne l'Afghanistan et a une telle teneur. Débarrassés de ce conseiller stratégique très controversé et opposé

à la présence américaine dans la région, les militaires ont davantage l'oreille du président américain. Or, depuis le 9 février 2017 et la parution au début du mois d'un rapport gouvernemental sur les pertes des forces de sécurité afghanes face aux talibans, le commandant des forces américaines en Afghanistan ne cesse de plaider pour un renforcement de la présence américaine dans le pays. « *C'est un discours qui est signé par les trois grands militaires, il est maintenant à leur merci ou presque* », souligne Sami Aoun. Et ces militaires ne sont pas n'importe qui puisque le politologue fait référence aux généraux James Mattis, secrétaire américain à la Défense, Herbert Raymond McMaster, conseiller à la sécurité nationale, et John Kelly, chef de cabinet et ex-secrétaire à la Sécurité intérieure qui a perdu son fils de 29 ans en Afghanistan et qui, bien décidé à ce que la mort de celui-ci ne soit pas vaine, s'est imposé comme le nouvel « homme fort » de l'entourage du président. Trois généraux qui militent depuis toujours pour inverser la politique de retrait en Afghanistan, mais surtout pour reprendre les armes afin de consolider une démocratie on ne peut plus fragile.

Perspectives futures

Malgré une décision considérée par certains spécialistes des enjeux sécuritaires, et notamment par Mark Jacobson, représentant adjoint de l'OTAN en Afghanistan (2009-2011) et ex-conseiller du secrétaire à la Défense Ashton Carter, comme étant la solution « *la moins pire* », force est de constater que la hausse des effectifs en Afghanistan n'est pas spectaculaire – un haut responsable américain a indiqué que M. Trump avait donné son feu vert au Pentagone pour déployer jusqu'à 3.900 soldats supplémentaires qui viendront prêter main-forte aux 8.400 soldats



américains présents en Afghanistan au sein de la force internationale constituée de 13.500 soldats –, mais elle est surtout inadaptée dans la mesure où de tels effectifs ne permettront pas la mise en place de véritables réformes permettant à long terme de stabiliser le pays. Car la majorité d'entre eux sont chargés d'encadrer et d'entraîner les forces afghanes ainsi que de missions de soutien aérien. Un cahier des charges qui jusque-là n'a pas donné les résultats escomptés. Un renforcement de la présence militaire américaine ne changera pas la donne sans prendre à bras-le-corps les importants problèmes d'attrition et d'absentéisme qui touchent les forces afghanes, sans un gouvernement solide et non corrompu, sans une véritable stratégie de stabilisation, de développement économique, puis de réconciliation et de reconstruction du pays. Or, voilà que Donald Trump désire réduire drastiquement les budgets destinés à la diplomatie et à l'aide au développement – le président américain a annoncé des coupes importantes dans l'USAid en Afghanistan – qui permettraient peut-être la relance d'un processus de paix et le développement économique du pays. Les défis sont colossaux et la solution militaire est une vision trop limitée de la situation puisqu'elle occulte toute compréhension du contexte politique, social et économique du pays.

Par ailleurs, les accusations sans détour à l'égard d'Islamabad et la décision de suspendre les 50 millions de dollars d'aide militaire au Pakistan risquent de braquer un allié indispensable dans le conflit afghan.

Enfin, nous ne devons pas oublier la réaction des talibans qui ont déjà mis en garde le locataire de la Maison-Blanche dans un communiqué en promettant aux États-Unis que l'Afghanistan va devenir un « *nouveau cimetière* » pour les Américains et qui arguent que l'occupation étrangère est « *le principal moteur de la guerre* »... À bon entendeur...

* Camille Saulas



La sécurité des présidents : un défi pour les porte-monnaie

L'entrée à la Maison-Blanche ou encore à l'Élysée signifie bien des changements pour les nouveaux locataires des lieux. En plus des nouvelles responsabilités qui leur incombent, ils doivent s'habituer à un nouvel entourage muni d'oreillettes et d'armes à la ceinture. Au vu du contexte sécuritaire actuel, les services chargés de la protection des présidents sont sur les dents. Mais c'est aussi le portefeuille des citoyens qui racle les fonds de tiroirs.

Aux États-Unis, les voiturettes de golf coutent cher

Du côté des États-Unis, où les assassinats des présidents Abraham Lincoln, James Gardfield, William McKinley et John Kennedy hantent encore les couloirs du Secret Service, la situation est sans commune mesure. En effet, si en février dernier, le *Washington Post* révélait déjà que le milliardaire

était trop dépensier – en un mois de présidence, celui-ci avait dépensé en sécurité ce que Barack Obama dépensait en un an –, le quotidien *USA Today* a révélé, fin août – seulement sept mois après la prise de fonction du 45^e président américain –, que les services de sécurité du sulfureux milliardaire ont déjà dépensé l'intégralité du budget 2017 (160.000 dollars par agent)

pour les beaux yeux de Donald Trump. Un dépassement de l'enveloppe qui n'est pas inédit, mais dont l'utilisation fait tiquer. Entre les voyages à répétition pour se rendre sur le green en Floride, en Virginie, ou encore au New Jersey – après avoir largement critiqué sur Twitter son prédécesseur sur la question et avoir fait peu de déplacements à l'étranger de son côté – et la

protection de 42 individus (31 sous Barack Obama) dont 18 des proches du président américain qui, comme dans une oligarchie, gouvernement avec lui, la sécurité de l'ancien présentateur télévision devient un vrai casse-tête et un gouffre financier.

* Camille Saulas



Eren Paykal

Comme je l'avais écrit dans un ancien article d'*Aujourd'hui*

la Turquie, je considère Istanbul comme une ville Empire.

En effet, selon les données de la TÜİK, l'Institut de Statistiques de Turquie, la mégapole turque a atteint, à la fin de l'année 2016, 14 657 434 d'habitants, soit 18,6 % de la population de la Turquie. La ville est davantage peuplée que 172 pays, parmi lesquels on compte la Belgique, la Suisse, la Norvège, la Croatie, la Nouvelle-Zélande, le Danemark, le Cuba, la Suède, etc.

Une étude récente réalisée par la Faculté d'Économie de l'Université d'Istanbul a, quant à elle, essayé d'approfondir les caractéristiques et la diversité des quartiers d'Istanbul en ce qui concerne la population, l'éducation, les opportunités

Le développement démographique et social de la ville Empire

sociales et sanitaires. Dans ce projet qui s'intitule « Mahellem İstanbul Projesi » (Istanbul, Mon Quartier), 960 quartiers de la ville ont été analysés un par un.

Selon cette étude, les plus importantes augmentations de la population concernent les quartiers des districts (*ilçe*) de Beylikdüzü, Esenyurt, Başakşehir et Sancaktepe. La population la plus âgée vit à Kadıköy. Caddebostan, à Kadıköy, avec 44 % de la population qui a plus de 55 ans et une moyenne d'âge de 45,9 ans, est le champion stambouliote dans ce domaine. En revanche, le quartier de Orhangazi, à Sultanbeyli, est le plus jeune avec une moyenne d'âge de 25 ans.

Dans le projet, le niveau d'éducation à Istanbul a aussi été étudié de façon détaillée. Selon les données des cinq dernières années, les quartiers dont les

gradués en maîtrise et en doctorat ont augmenté sont Maltepe, Küçükçekmece et Beylikdüzü. Selon l'étude, les quartiers d'Erenköy, Göztepe, Suadiye et Fenerbahçe, qui constituent tous des quartiers de Kadıköy ayant un niveau intellectuel élevé, ont tendance à perdre une partie de leurs populations éduquées.

Le pourcentage de divorce augmente considérablement, surtout dans les quartiers de Kadıköy (Osmanağa, Zühtüpaşa, Caferağa, Suadiye), de Şişli (Teşvikiye) et de Fatih (Aksaray). Ils abritent plus de 10 % des divorcés.

Les quartiers les plus peuplés ont aussi été établis. La densité moyenne à Istanbul est de 1,8 personne pour 100 m². Ce chiffre est multiplié par huit dans certains quartiers de Zeytinburnu, de Esenler et de Güngören.

Cette étude très complète de l'Université d'Istanbul permet de comprendre cette ville et les conditions de vie des stambouliotes. Vivre à Istanbul est un grand privilège, mais n'empêche pas la présence de difficultés considérables tels la circulation, l'inégalité, la pollution, les travaux de construction interminables et le désordre qui empoisonnent le quotidien des citoyens.

Bien sûr, la croissance du nombre de Syriens établis à Istanbul est un facteur qui ne favorise pas les conditions de vie dans la ville. La guerre civile en Syrie arrive probablement à sa dernière phase et les habitants d'Istanbul, mais aussi de toute la Turquie se demandent si, par hasard, ces réfugiés retourneront un jour dans leur pays pour participer à sa reconstruction. Je suis pessimiste...

Scandale du Mediator, vers la fin d'un mensonge de 30 ans

(Suite de la page 1)

Sans aucune preuve si ce n'est celles qui sortent de son laboratoire – qui seront invalidés par un expert choisi par Servier lui-même –, le Mediator sera finalement largement utilisé comme coupe-faim alors que le laboratoire français et son patron se remplissent les poches.

Depuis quelques années, le nom du Mediator fait régulièrement la manchette, et pour cause : il serait responsable de la mort de 1.520 à 2.100 personnes selon les expertises judiciaires. Dès 2007, Irène Frachon, pneumologue de Brest à l'origine de la médiatisation de l'affaire avec son livre « Mediator 150g, combien de morts ? », dénonce les risques de ce coupe-faim. Les effets secondaires sont considérables et fatals avec des atteintes aux valves du cœur, soit des lésions cardiaques irréversibles, mais aussi avec des risques d'hypertension artérielle pulmonaire, une pathologie incurable.

Malgré les avertissements et les inquiétudes qui sont apparus dès 1995 à l'encontre de certains types de médicaments proches du Mediator ainsi que l'interdiction du médicament en Italie et en Espagne (2003-2004), le Mediator ne sera retiré du marché français qu'en 2009. En effet, l'Agence de médicament (AFSSAPS à l'époque) a délibérément détourné le regard et fermé les écoutilles quant aux effets dévastateurs du Mediator. Il faut dire que le groupe Servier est puissant et n'a pas hésité à mettre en place tout un système d'influences et de corruption qui aura finalement raison de la vie de milliers de patients. Un système de complaisance de l'AFSSAPS qui ira de pair avec les pressions et les menaces de la part du laboratoire à l'encontre de ceux qui ont le courage et l'honnêteté de dénoncer les effets secondaires du Mediator. À titre d'exemple, alors que dans les années 1980 et 1990 plusieurs publications signalent les dangers des amphétamines et que le *New England Journal of Medicine* – le plus grand journal de médecine du monde – tire la sonnette d'alarme, un email de Servier envoyé à un proche de celui-ci aux États-Unis stipule : « Il faut faire taire ces messieurs ».

Un procès inédit

Le procès est très attendu comme le souligne Charles Joseph-Oudin, avocat des parties civiles : « *Même si Servier indemnise les victimes – le laboratoire a annoncé avoir versé 48 millions d'euros aux victimes –, les personnes malades et les proches de personnes décédées sont dans l'attente d'un procès pénal pour identifier les responsabilités, du côté des laboratoires, des agences étatiques comme l'Agence du médicament ou parmi les experts dans les commissions de contrôle du médicament* ». Mais la joute judiciaire qui s'annonce est aussi inédite pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, l'ampleur des personnes qui se retrouvent sur le banc des accusés est impressionnante puisqu'ont été renvoyées devant le tribunal correctionnel de Paris dans l'affaire de cet antidiabétique 14 personnes et 11 sociétés. Non seulement les laboratoires Servier et l'ex numéro deux du groupe, Jean-Philippe Seta, seront sur le banc des prévenus et jugés pour « *escroquerie, tromperie, homicides et blessures involontaires par violation délibérée et trafic d'influence* », mais l'Agence de médicament (aujourd'hui ANSM) sera aussi à la barre pour « *homicides et blessures involontaires par négligences* », une première pour un scandale sanitaire. Certains anciens membres de l'Agence sont quant à eux accusés de « *prise illégale d'intérêts* ». Par ailleurs, des fonctionnaires, des médecins ainsi que l'ex-sénatrice Marie-Thérèse Hermange (UMP) – qui aurait rédigé un rapport favorable au laboratoire en 2011 – seront appelés à comparaître.

Face aux 25 prévenus, la configuration est tout aussi exceptionnelle et témoigne de l'importance de l'affaire : 4.133 plaignants, dont 3.970 personnes physiques. Quant au dossier, il est titanesque. Le document qui acte la tenue du procès ne fait pas moins de 650 pages. Un procès d'une ampleur inédite, mais dont la



longueur risque de s'avérer tout aussi conséquente.

Enfin, comment ne pas souligner cette ombre au tableau ? Le procès qui devrait se tenir en 2019 se fera en l'absence de Jacques Servier, décédé en 2014 et à l'origine de la mort de ces patients qui, comme lui, n'auront pas pu voir justice rendue. Pire, au lieu d'être jugé pour ses crimes, le principal protagoniste a quitté cette terre avec les honneurs puisque le médecin a reçu, en 2009, la grande croix de la Légion d'honneur pour sa carrière dans l'industrie pharmaceutique des mains du président Sarkozy qui disait alors de lui : « *Votre histoire, c'est une grande histoire française riche de leçons (...) Vous êtes un entrepreneur comme la France en compte peu (...) J'espère que chacun aura compris que c'est un grand Français que je vais décorer au nom de la République française* ».

* Camille Saulas

Pierre Bergé, la perte d'un mécène engagé

Vendredi 8 septembre, l'homme d'affaires engagé dans la vie politique et militante est décédé à l'âge de 86 ans, à Saint-Rémy-de-Provence (Bouches-du-Rhône), des suites d'une myopathie.

Connu pour avoir été le compagnon d'Yves Saint Laurent, avec qui il était pacé, Pierre Bergé était un homme déterminé. Homme cultivé, il s'est toujours battu pour ce qui lui semblait juste et d'abord pour sortir de son milieu.

Enfant unique d'une famille modeste, mais cultivée, il quittera à 17 ans les Charentes-Maritimes, sans son bac en poche, pour se rendre à Paris où il avait l'intention de mener la grande vie et vivre librement son homosexualité.

Entre Paris, la Provence et Marrakech, ce lecteur assidu a fréquenté les grands de ce monde parmi lesquels on compte Jacques Prévert, Albert Camus, mais aussi Vercors, Jean Paulhan, Maurice Rostand, Robert Jospin (père de celui qui deviendra par la suite Premier ministre), ou encore Jean Giono – écrivain et ami qu'il admire –, Christian Dior, Jean Cocteau, Françoise Sagan, la comtesse Charles de Breteuil, les Krupp von Bohlen und Halbach, Hélène Rochas, Thadée Klossowski, Loulou de la Falaise, Adolfo de Velasco, Guy et Marie-Hélène de Rothschild, et bien sûr Bernard Buffet ainsi que celui qui sera son compagnon pendant 18 ans : Yves Saint Laurent.

* Camille Saulas

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet www.aujourdhuilaturque.com



Restaurant et Hôtel, en plein cœur de la vieille ville d'Istanbul.

www.armadahotel.com.tr
0212 455 4 455

« Angela Merkel, l'ovni politique » : retour sur un phénomène politique

À quelques jours des élections allemandes, la journaliste Marion Van Renterghem publie son essai « Angela Merkel, l'ovni politique », une enquête qui retrace la vie de la chancelière, depuis son enfance en Allemagne de l'Est, jusqu'à aujourd'hui.

À l'heure où les dirigeants politiques des quatre coins du monde subissent les conséquences d'un « ras-le-bol général », Angela Merkel prépare d'ores et déjà sa victoire aux élections du 24 septembre prochain. Comment cette dernière a-t-elle réussi à gravir les échelons jusqu'à devenir un véritable pilier européen ? Afin de mieux cerner le personnage, Marion Van Renterghem est partie à la rencontre de ses proches. De son professeur de mathématiques à François Hollande en passant par ses anciens camarades de classe, elle dresse le portrait de cette femme hors du commun.

Destinée au départ à une carrière de physicienne, Angela Merkel entrera finalement en politique en intégrant le mouvement d'opposition Demokratischer Aufbruch en 1989. L'auteure nous dévoile le destin d'une personne qui n'a, somme toute, rien d'extraordinaire, mais qui a le mérite d'être stable et de ne jamais basculer vers les extrêmes. L'image d'un leader dont le pouvoir reste limité par le système politique allemand et qui correspond ainsi à la volonté du peuple de ne jamais retomber dans le totalitarisme. Bien qu'elle soit souvent moquée et critiquée, celle que l'on surnomme désormais « Mutti » - nom familial désignant la mère - garde en elle l'expérience de systèmes différents : celui du communisme en République Démocratique Allemande (RDA) et celui de la dictature, pendant la Seconde Guerre mondiale. Une expérience traumatisante qui l'a rendue forte et lui permet, selon l'auteure, de se différencier des autres personnalités politiques du moment.

Jean-Baptiste Connolly

Lire et relire Layla et Majnun

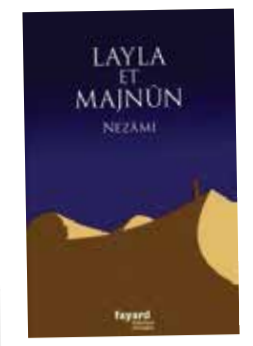
« Layla, l'aube qui monte et éclaire » ; « Majnun, la lampe qui devant l'aube s'éteint ».

C'est l'une des plus tragiques passions d'Arabie, plus encore que le célèbre Roméo et Juliette de William Shakespeare en Occident. Qays Ibn Al-Mulawwah, originaire de la tribu des Banu Amer, aurait vécu au VII^e siècle de notre ère. Au temps des Omeyyades, au cœur de la péninsule Arabique. Qays et son aimée Layla sont des personnages d'un récit morcelé et quasiment oublié... Jusqu'à ce que Nezâmi en fasse les héros de son roman dans les années 1190. En mettant en vers cette histoire, le poète persan, grand romantique originaire de Ganja (dans l'actuel Azerbaïdjan), a écrit l'un des plus beaux poèmes de la région. En quatre mille distiques, Qays tombe amoureux de sa cousine Layla. Un amour réciproque, qui le convainc de le dévoiler à la face du monde, en chantant notamment « si le feu de l'amour de toi ne me brûlait, le torrent du chagrin de toi m'emporterait ». C'est un *tashbîh*, un véritable affront et déshonneur pour la famille de la belle en ce premier siècle de l'islam, qui décide dès lors de s'opposer à leur union et déplace son campement. Qays devient Majnun, le fou. Dans le désert, il appelle sa belle à chaque pas, il n'a plus de notion des choses ni de direction. Layla se voit imposer une union avec un autre homme. Ne pouvant

lutter contre leurs sentiments, Layla et Majnun se revoient le temps d'une nuit. Un moment magique, ponctué d'un chant d'amour, d'une ode à la passion, de Majnun. Sorte d'étreinte par les mots. Il considère dès lors que l'aimée vit en lui et qu'il est devenu l'aimée. Il reprend son errance dans le désert, continue d'aimer sa belle absente. Puis l'automne arrive. Malheureuse, lamentant la perte de son amant, Layla rend l'âme. Ses derniers mots sont poignants, véritables cris de douleur livrés à sa mère : « Je serai morte d'éloignement de l'ami. Extrais pour moi un collyre de la poudre de ses pas, pour moi le khôl bleu du besoin que j'ai de lui ». Majnun s'enfonce dans la folie, divague avec les animaux, souhaite mourir sur sa tombe. C'est ce qu'il se produit. « À côté de la première, ils creusèrent une tombe ; à côté de Layla, ils déposèrent Majnun ». On planta un jardin sur ces sépultures, « lieu de pèlerinage pour tous les amants ». Seule la mort a pu réunir les amants. C'est un amour fou et absolu, entre un poète et une beauté légendaire. Un amour mystique, la manifestation de la beauté de Dieu et de l'âme humaine qui sombre dans la folie. C'est une quête infinie vers la beauté, une histoire légendaire reprise par de grands poètes d'expression persane et turque ; Amir Koshrow de Delhi,

Jâmi, Fuzuli et même Aragon avec son *Fou d'Elsa*. Alors que l'écrivain turc Orhan Pamuk y fait référence dans *Mon nom est Rouge*, le français Mathias Enard, prix Goncourt 2015, en a récemment fait l'éloge dans le journal *Le Monde*. Une série télévisée turque a même été réalisée, il y a de ça quelques années. Il y a bien longtemps, feu Reza Baharloo disait : « J'aimerais essayer de vous convaincre que cette histoire est la plus belle histoire d'amour de tous les temps. J'aimerais aussi vous démontrer que, par conséquent, le Layla et Majnun de Nezâmi est le plus beau poème jamais écrit ». C'est dire à quel point ce récit est une œuvre majeure et qui a su refléter certaines mentalités, certains sentiments et des amours impossibles comme il en existe encore beaucoup aujourd'hui. Cette traduction d'Isabelle de Gastines permet de découvrir ou redécouvrir avec toute la subtilité de la langue française cet amour chaste, passionné, impossible et qui a traversé les siècles, les époques et les pays. N'hésitez pas à vous plonger dans le récit de ces amants du désert, à jamais amoureux.

Layla et Majnun (Layli-o Majnun), de Nezâmi, traduit du persan par Isabelle de Gastines, Fayard, 276 p., 20,90 €. Kiymet Altan



« Europa, notre histoire » : écrire les mémoires de l'Europe

L'ouvrage « Europa, Notre histoire », paru le 13 septembre dernier, constitue l'aboutissement d'un travail collectif monumental. Pendant plus de trois ans, cent-neuf chercheurs et historiens du monde entier ont tenté d'analyser la notion d'« identité européenne »... pour mieux la déconstruire.

Dès l'ébauche, l'objectif de cette somme de mille trois cent quatre-vingt-dix pages ne se révèle pas être une mince affaire. Chaque contributeur, dans son domaine de spécialisation, doit répondre à une question principale : existe-t-il des lieux de mémoire européens ? Cette interrogation découle du concept de « lieu de mémoire », inventé par l'historien Pierre Nora et appliqué à la France dans l'étude éponyme qu'il dirige jusqu'en 1992. Selon lui, cette notion sert à qualifier des

« États, milieux sociaux et communautés d'expériences historiques [...] amenés à constituer leurs archives en fonction des usages différents de la mémoire ».

Avec « Europa, Notre histoire », les initiateurs de ce projet, Étienne François et Thomas Serrier, élargissent donc la focale. Ils retracent les récits, les histoires vécues et racontées qui servent à la construction d'une communauté européenne imaginée. Des grands mythes de la Grèce antique jusqu'à la crise migratoire contemporaine, en passant par la (dé)colonisation ou encore l'expérience traumatisante du nazisme, une série de cent quarante-neuf articles décrypte et critique l'héritage du Vieux Continent. L'un des enseignements majeurs de cette étude est bien le fait qu'il n'y ait pas d'unité européenne, tout du moins culturelle. L'Europe se définit d'abord par sa diversité. Son existence repose sur une construction politico-économique destinée à rassembler des nations fragmentées, mais son identité reste vacillante et en constante évolution.

Alors pourquoi un tel titre ? Comment parler de « notre histoire » quand ce possessif reste indéfinissable ? Interrogé sur France Culture le 16 septembre, Thomas Serrier explique ce choix : « Notre but n'était non pas de présenter une histoire

[...] d'une civilisation ou d'une culture européenne qui serait unique, car nous n'y croyons pas, mais plutôt de réfléchir aux appropriations ». En effet, chaque personne se fait une idée de l'Europe en fonction de son expérience vécue, de son système de représentation ou de son éducation. Il était donc important pour les auteurs de mettre en lumière la diversité des mémoires qui influencent notre vision de l'Europe.

À travers une réflexion globale, qui prend en compte les relations du Vieux Continent avec le monde, les différents articles analysent, entre autres, l'histoire des « grandes figures » (César, Napoléon, Marx, etc.) et des grands « moments fondateurs » de l'Europe afin de nous mettre en garde. L'histoire est passée, les mémoires sont réappropriées. À l'heure de la crise économique, de la menace terroriste et du Brexit, autant d'événements qui modifient notre conception de l'Europe, cet ouvrage est comme un nouveau souffle. D'une richesse et d'une qualité indéniable, « Europa, Notre histoire » nous invite à nous détacher des mémoires personnelles et politiques, pour mieux appréhender les réalités historiques.

Étienne François et Thomas Serrier (dir.), Europa, notre histoire. L'héritage européen depuis Homère, Les Arènes, 1386p., 39€ (disponible en librairie depuis le 13 septembre 2017)

Jean-Baptiste Connolly



Lizi Behmoaras : « Écrire, c'est se faire plaisir »

J'arrive sur l'île de Büyükada, la plus grande des îles aux Princes, par une belle journée ensoleillée d'automne. L'écrivain Lizi Behmoaras m'attend à l'embarcadere. Elle m'amène à l'hôtel Splendid, une magnifique bâtisse parfaitement restaurée. Le cadre est idéal pour parler du dernier roman de Lizi Behmoaras, « La maison de l'officier allemand », qui se déroule en 1914. Rencontre.

Comment avez-vous eu l'idée d'écrire « La maison de l'officier allemand » ?

Pour moi, le point de départ des romans c'est souvent les lieux. Mon premier roman avait pour point de départ le quartier de Moda. Je voulais parler de ce quartier, l'un de mes paradis perdus où vivait ma grand-mère, à qui j'étais très attachée. Par la suite, j'ai voulu raconter Mardin qui fut le point de départ de mon roman « Tu es parti autrement ». Je suis tombée amoureuse de cette ville lorsque je l'ai visitée il y a une dizaine d'années. Pour mon dernier roman, le point de départ est l'île de Büyükada, un lieu qui représente ma jeunesse, soit l'une des plus belles périodes de ma vie. L'île est un lieu comme il n'en existe nulle part ailleurs, mais Büyükada ne me suffisait pas comme point de départ. Il a fallu que je tombe sur un article qui évoquait une maison hantée sur cette île : la maison d'un officier allemand pendant la Première Guerre mondiale. Je me suis alors mise en quête d'informations à ce sujet. Je n'ai pas trouvé la véritable histoire de cette maison, mais j'avais le titre, le lieu et l'époque de l'intrigue. Par la suite, j'ai laissé parler mon imagination et j'ai bâti une intrigue.

Lorsque j'écris, je ne me demande pas si cela va plaire aux lecteurs, car pour moi, écrire, c'est se faire plaisir avant tout. Quand j'écris, je suis très heureuse.

Dans ce roman, vous abordez de nombreuses choses : la guerre, la cohabitation et les rapports entre les minorités, les tabous, les interdits, mais aussi l'amour et l'amitié. Comment choisissez-vous ces thèmes ?

L'amour est un détail dans ce livre. En ce qui concerne la guerre, tout a été dit dans la littérature, mais chacun la raconte à sa manière. Or, je voulais, à ma façon, raconter l'absurdité de la guerre et l'exprimer par l'intermédiaire d'une jeune fille qui lit des ouvrages - notamment ceux de Karl Marx - en cachette. Je voulais aussi souligner le manque de communication entre les communautés, notamment entre les grecs et les musul-

mans, un phénomène qui continue encore de nos jours et que l'on a hérité de l'Empire ottoman. Ce sont peut-être des thèmes usés jusqu'à la corde, mais je voulais les faire réapparaître dans mon roman, car l'Histoire est perçue d'une manière très différente d'un individu à un autre, d'un peuple à un autre. Et c'est d'ailleurs pour cela que la communication est si importante. Mon livre est une ode à la paix et un appel à la communication.

Mais ce roman tourne surtout autour de nos erreurs et de la rédemption. Je ne suis pas croyante, mais quand on commet une faute, je pense que l'on se punit nous-mêmes. Je raconte donc l'histoire d'une punition que s'impose Elsa, une des trois jeunes filles de mon récit, mais aussi de sa rédemption. En revanche, à la fin, je termine avec une note d'espoir en faisant passer le message suivant : même les plus grands péchés peuvent être pardonnés par l'expiation. Ce n'est pas un message religieux, je veux juste expliquer que les individus finissent par se pardonner eux-mêmes en payant le prix de leurs fautes.

Pourquoi dites-vous que Leman est l'héroïne de votre roman alors que c'est finalement Elsa qui survit ?

Je ne sais pas. Peut-être parce que j'ai trouvé Elsa moins sympathique. Mais Elsa est sûrement l'héroïne, comparée à Leman qui baisse les bras, se suicide, car elle ne peut supporter le fardeau qui pèse sur ses épaules. En réalité, Leman est faible, elle n'est pas courageuse face à l'adversité. Ce qui est étrange, c'est que je n'ai pas créé ces personnages ainsi au début. Je voulais qu'Elsa soit sympathique et Leman courageuse. Elles n'ont pas suivi cette ligne. C'est ça, le miracle de l'écriture. Les personnages finissent par nous échapper.

En ce qui concerne l'histoire d'amour, on a d'abord le sentiment que l'histoire va rester platonique, que Leman n'osera pas s'engager. Mais elle finit par le faire. Pourquoi ?

Pour une jeune fille élevée de façon très stricte, dans la religion et en étant très protégée, c'est vrai que c'est étonnant. Mais c'est peut-être justement le poids de

cette éducation qui l'a accablée et qui la pousse à faire le pas. Elle dépasse l'interdit, car elle est très amoureuse et elle vit dans l'urgence avec la guerre.

Combien de temps vous a-t-il fallu pour écrire ce roman ?

Deux ans. C'est le temps que je consacre pratiquement à tous mes romans. Car j'effectue beaucoup de recherches au préalable. Pour ce roman, je me suis informée sur l'état de l'île dans les années 1900, mais aussi sur les officiers prussiens. C'est ce qui m'a pris le plus de temps. Heureusement, une amie a trouvé des lettres d'officiers allemands des tranchées des Dardanelles qui écrivaient à leurs familles, et me les a traduites. Cela m'a permis de comprendre la façon dont s'exprimait un officier à l'époque et d'apprendre un peu de vocabulaire militaire. J'avais aussi besoin d'en apprendre davantage sur la façon dont les militaires et officiers turcs parlaient et pensaient, sur leur façon d'occulter la réalité, etc. Dans plusieurs bibliothèques, j'ai pu accéder aux lettres qu'ils écrivaient pendant la bataille des Dardanelles. En ce qui concerne les vêtements des femmes, je me suis inspirée du livre « Dame Ottoman, femmes turques », chez Acte Sud, auquel j'ai d'ailleurs contribué. Je devais

aussi connaître ce qui était permis ou non pour les jeunes filles dans leur vie quotidienne. En lisant des livres sur les bonnes manières pour les jeunes filles de cette époque, j'ai découvert qu'il existait de nombreux interdits dans les familles aisées ottomanes. Ce sont ces informations qui ont finalement façonné ma façon de construire des personnages crédibles.

Les interdits sont-ils les mêmes pour les

minorités ?

Non. En revanche, le mode de vie est semblable pour les femmes, car il y a une sorte de mimétisme. L'environnement explique la présence de similitudes importantes entre les musulmans et certaines minorités.

Et le prochain livre ?

J'ai un point de départ et les thèmes que je voudrais aborder. Quoi qu'il en soit, ça ne sera pas une biographie. Je ne veux plus en écrire. D'autant plus que, même si j'ai plus de difficultés à écrire un roman, je trouve cela plus intéressant, car cela laisse plus de place à l'imagination.

* Sophie Clément



Mireille Sadège

Rédactrice en chef
Docteur en histoire
des relations
internationales

Les romanciers français en Turquie

Les grands quotidiens évoquaient récemment les livres de la rentrée : le nombre de romans programmé s'élève à 581 romans et affiche une légère hausse par rapport à l'année dernière (560 en 2016). Mais la rentrée littéraire 2017 fait la part belle aux romans français (390 contre 363 l'an dernier). Le nombre de romans publiés tous les ans en France est impressionnant, mais combien sont-ils à être traduits notamment en turc ?

En mai dernier, lors de la cérémonie de remise du Prix Littéraire Notre-Dame de Sion, Éric Soulier, Directeur de l'Institut français en Turquie, déclarait : « En 2016, deux livres français se sont classés parmi les 20 auteurs les plus vendus en Turquie. L'un est une nouvelle traduction du 'Petit Prince' d'Antoine de Saint Exupéry (en 2^{ème} position derrière Orhan Pamuk), et l'autre est 'L'Étranger' d'Albert Camus (en 5^{ème} position). L'intérêt de la Turquie pour la littérature classique est connu... La Turquie se classe au 11^{ème} rang en matière de cessions de droits d'ouvrages d'auteurs français ».

En effet, durant les deux dernières années, plus de 240 livres ont été traduits du français au turc sans compter l'édition jeunesse.

Mais lorsque l'on regarde de près, on se rend compte que la majorité des traductions concerne d'abord les classiques de la littérature française : Victor Hugo, Honoré de Balzac, Gustave Flaubert, Albert Camus, Émile Zola, Arthur Rimbaud... Puis arrivent les livres de sciences humaines où l'on retrouve de grands noms tels que Diderot, Derrida, Bourdieu, Jean-Jacques Rousseau, Émile Durkheim, Alain Fournier, Deleuze et bien d'autres. Finalement, l'auteur le plus vendu est Marc Levy. Mais le constat qui étonne le plus c'est certainement la faible présence des romanciers notamment des jeunes auteurs. Lorsque j'ai interrogé quelques grandes maisons d'édition en Turquie à ce sujet, leur réponse a été : « le public ne s'intéresse pas à eux et ne les lit pas ». Mais pour le professeur Nami Baser ce sont plutôt les maisons d'édition qui ne manifestent pas d'intérêt envers les nouveaux talents parmi les romanciers français ou francophones. Ainsi, ce sont les écrivains les plus connus qui sont privilégiés au détriment de premiers romans. Enfin, toujours d'après Nami Başer, nous traversons actuellement une époque où les livres de philosophie, de sociologie et de politique se vendent davantage que la littérature.

Les maisons d'édition ne faisant pas preuve d'audace par rapport aux nouveautés littéraires, c'est à la France de promouvoir ses romanciers, car si les Turcs n'entendent pas parler de ces derniers, jamais ils ne pourront les lire. Et ce serait bien dommage.



Aujourd'hui
la Turquie

Edité et Distribué en France par Les Editions CVMag, 37 rue d'Hauteville 75010 Paris-France, Tel: 01 42 29 78 03 • Directeur de la publication : Hugues Richard • Rédacteur : Daniel Latif • Commission paritaire : 0718 I 89645 • www.aujourdhuilaturquie.com • alaturquie@gmail.com • Editeur en Europe : Les Editions CVMag • No ISSN : 1305-6476 • Les opinions exprimées dans les articles de notre journal n'engagent que leurs auteurs. Edition Turquie : Bizimavrupa Yay. Hiz. Ltd. Kadıköy, Moda Cad. 59 İstanbul • Tél. 0 216 550 22 50 • Genel Yayın Yönetmeni: Hossein Latif Dizadji • Sorumlu Yazışmaları Müdürü : Ahmet Altunbaş • Comité de rédaction /

Yayın Kurulu : Hüseyin Latif (Président), Mireille Sadège, Haydar Çakmak, Yann de Lansalut, Ali Türek, Aramis Kalay, Berk Mansur Delipinar, Celal Bıyıklıoğlu, Daniel Latif, Derya Adıgüzel, Doğan Sumar, Eren Paykal, Ersin Uçkardeş, Ezgi Biçer, Hugues Richard, İnci Kara, Kasım Zoto, Kenan Avci, Kemal Belgin, Mehmet Erbak, Merve Şahin, Nami Başer, Nolvann Allano, Onursal Özatacan, Richard Özatacan, Sinem Çakmak, Sühendhan İlal, Sırma Parman • Publicité et la communication : Bizimavrupa / CVMag • Conception : Ersin Uçkardeş, Merve Şahin • Imprimé par Yıkılmazlar Basın Yayın Ltd. Şti. Evren Mah. Gülbahar Cad. No: 62/C Güneşli • Distribution : NMPP • Tous droits réservés. Aujourd'hui la Turquie est une marque déposée • ALT - Okur ve Yazar Temsilcileri Konseyi (CORELE): Kemal Belgin, Celal Bıyıklıoğlu (Président), Erkan Oyal, Merve Şahin.

Bulletin d'abonnement

12 numéros 85 €

altinfos@gmail.com



Ekin Çankal

Il était une fois

« Le temps est une notion infinie. Sans vitesse, il est relatif et dépend du moment et de la situation dans laquelle nous nous trouvons... »

Voilà la première phrase du discours que j'ai prononcé lors de la cérémonie de remise des diplômes à la fin du lycée.

Aujourd'hui, quand je regarde en arrière, je réalise de nouveau à quel point cette notion est vague. Ce qui nous est familier durant un moment risque de nous paraître inconnu plus tard, et vice versa ...

Je me promène dans les rues où j'ai grandi, je me rends à l'école qui m'a vu grandir... Ni les lieux ni les personnes ne sont identiques. Une ville où l'on a grandi pourrait devenir

méconnaissable ; un bon ami pourrait se transformer en un étranger ; un homme autrefois aimé pourrait se métamorphoser en un inconnu. Même le pays dans lequel l'on vit risquerait de devenir étranger sans même l'avoir quitté... Le temps est si puissant... Les visages, les bâtiments, les routes...

Ma ville, Istanbul, me paraît parfois étrangère. Taksim, où je me promenais après l'école, est maintenant devenue une rue où j'ai l'impression d'être un touriste. Les bâtiments ont grandi, les visages ont vieilli, le vert a disparu. Tout y est gris... L'âme de cette ville noble est profondément tourmentée.

Parfois, l'on cherche à ressentir les mêmes sentiments que l'on avait pu avoir dans un lieu particulier en s'y rendant. Mais la réalité est frappante, car seuls les souvenirs restent. L'intensité des sentiments, les lieux différents... Pourtant la mémoire est tellement chaleureuse.

Les souvenirs sont les seuls vainqueurs de cette guerre déclenchée contre le temps. Le reste est perdu. Faut-il vraiment la guerre? Peut-être vaut-il mieux faire face à la réalité.

En tant qu'être humain, nous sommes impuissants face au temps. Comme Alphonse de Lamartine le disait: « L'homme n'a point de port, le temps n'a pas de rive ; il coule et nous passons. »

Il faut donc faire la paix avec le tic-tac des horloges.

À la fin du premier quart de ma vie, mes yeux courent sur les lignes d'Omar Khayyam :

*Comme l'aube écartait le rideau de la nuit,
Quelqu'un de la taverne a crié : le temps fuit;
Remplis ta coupe avec la liqueur de la vie,
Et sois ivre, avant l'heure où la source est tarie.*



Derya Adıgüzel

Nos vies devenant de plus en plus stressantes et pleines de difficultés, est-il possible d'effectuer un changement dans nos vies professionnelles ? Dans notre environnement de travail, nous travaillons tous auprès de *leaders*. Pouvez-vous vous imaginer comment ces derniers sont affectés par le moral de leurs équipes?

Le *coaching* peut être un outil efficace autant dans notre vie personnelle que professionnelle, pour les dirigeants comme pour leurs équipes. Les analyses démontrent que les *leaders* ayant des aptitudes en matière de *coaching* savent reconnaître, mettre en valeur et récompenser les forces et les réalisations des individus. Ils sont en mesure de formuler des commentaires constructifs et identifient les besoins des personnes qui travaillent à leurs côtés afin de stimuler la croissance. En tant que véritables mentors, ils fournissent des conseils avisés en temps opportun et proposent des tâches mettant en valeur les compétences de chacun.

Certains psychologues prétendent que le dirigeant d'une organisation est avant

Le coaching et ses influences sur les équipes

tout un enseignant. De nos jours, les employés doivent avoir le sentiment qu'ils sont de plus en plus compétents à mesure qu'ils sont soutenus. L'encadrement et le mentorat permettent à ces derniers d'être plus performants, plus fidèles à leur entreprise, mais aussi plus satisfaits de leur vie professionnelle ; tant d'éléments qui engendrent en général des promotions, des augmentations de salaire et de meilleures performances dans les entreprises.

Une relation de confiance est la base indispensable du succès dans le *coaching*. De nombreux bons *leaders* passent la plupart de leur temps à s'entraîner et tentent d'améliorer leurs performances principalement en fournissant de la rétroaction et des conseils sur le développement des compétences nécessaires. Les meilleurs font preuve d'un véritable intérêt personnel pour ceux qu'ils guident. Ils sont empathiques et sont compréhensifs à l'égard de leurs employés.

Un véritable *coach* donne des informations précises sur ce qui ne va pas tout en combinant ses remarques avec des commentaires correctifs. Ils communiquent aussi des attentes positives

quant à la capacité de la personne qui doit s'améliorer. Les employés ont soif de commentaires et *feedback*. De nombreux dirigeants sont pourtant incapables de les donner ou ne sont tout simplement pas disposés à en fournir. Par ailleurs, fournir des commentaires simplement et seulement négatifs peut être perçu comme une agression et est bien souvent inutile.

Une autre méthode de *coaching* est de promouvoir les attentes positives en permettant aux employés de prendre l'initiative d'établir leurs propres objectifs plutôt que de dicter les termes et les modalités de leur développement. De plus, certains *leaders* encouragent leurs employés à être plus performants en pointant les problèmes sans offrir une solution toute faite afin de les impliquer dans la recherche de solutions. Cela conduit les individus à se questionner et à trouver leurs propres réponses. Voilà une démarche qui renforcera leur confiance quant à leur processus de prise de décisions.

En revanche, dans les organisations, mettre l'accent sur le *coaching* et le développement peut s'avérer être dangereux si les gestionnaires y consacrent trop de temps et d'efforts.

Mercedes-Benz Classe E Cabriolet : pas assez bling-bling !

Si la Mercedes-Benz Classe E véhicule a, pour certains, une image renvoyant trop à un chauffeur de taxi, la Classe E cabriolet s'en affranchit volontiers.

Il est difficile d'expliquer cette sensation qui vous prend lorsque vous vous approchez de cette nouvelle version de la Classe E. Sûrement l'effet Mercedes-Benz combiné à la finition AMG Line qui, tacitement, vous fait comprendre que vous allez pénétrer dans un univers haut de gamme.

Un musée allongé, une grille de calandre, des diamants incrustés, l'émblématique étoile centrale, des feux avant et arrière LED, des jantes de 20 pouces, une double sortie d'échappement harmonieusement sobre. Une allure qui laisse à penser que nous sommes en présence d'un avion de chasse.

En effet, la prestance de cette somptueuse berline ouverte — dans tous les sens du terme — nous invite au voyage et se montre prédisposée à toutes sortes d'activités en plein air.

Ça tombe bien, on est à Genève, l'occasion idéale pour aller faire un tour dans les montagnes.

Peu importe le temps ou la tempéra-

ture, ce serait un sacrilège d'embarquer à bord de ce cabriolet et de ne pas le décapoter pour profiter du magnifique panorama. Les frileux n'auront même pas l'occasion de se plaindre, car les sièges disposent au niveau de la nuque d'une ventilation qui estompera la sensation de froid. De surcroît, un filet anti-remous accompagné d'un pare-vent à l'avant vient renforcer l'insonorisation lorsque l'on roule les cheveux au vent.

Après avoir actionné un unique bouton, la première phrase qui nous vient à l'esprit est ce passage de Baudelaire : « là tout n'est qu'ordre, beauté, luxe, calme et volupté ». Lovés dans un intérieur alliant cuirs et boiseries somptueux — dont on ne se lasse pas de caresser —, nous avons la sensation d'avoir pris place dans un salon de luxe.

L'on reste admiratifs devant les imposantes voies d'aération qui, accompagnées d'un large écran de bord doublé d'un second digital, nous donnent l'impression d'avoir pris place à bord d'un cockpit de jet privé. À l'arrière, pas de déception : les places sont parfaites pour y déposer des affaires, mais aussi pour vos enfants et même pour les adultes consentants, si vous tenez vraiment à les punir.

On démarre et l'on se dit instinctivement : « c'est tout ? » On passe le mode Drive et nous partons en quête de sensations fortes. Ce n'est qu'après quelques kilomètres qu'on persiste et se redemande si l'on n'a pas mal



réglé quelque chose. La voiture est d'une sobriété telle qu'elle en a refroidi toutes nos ardeurs. Le moteur E300, 2litres turbo de 245 chevaux, reste tellement feutré qu'on ne pourra pas se plaindre de son bruit - hélas, il n'aura rien à y faire. Alors on fait une dernière tentative en changeant les différents modes via le Dynamic Select, en vain...

Il faut l'avouer, la finition AMG trompe et frustre beaucoup. La conduite a beau être précise, simplifiée - voire même un peu trop -, les performances ont beau être là - 250 km/h, le 0 à 100 abattu en 6,6 secondes, et une consommation moyenne de 8,5l / 100 -, on a bien l'image, mais il manque le « son ».

Une voiture simple à prendre en main qui dispose de diverses commandes qui finissent par nous perdre ! En effet, il vous faudra un certain temps pour vous adapter à son ergonomie quelque peu allemande.

On apprécie : le confort à bord et la noblesse des matériaux utilisés

le look sportif

On apprécie moins :

l'excessive sobriété du moteur ou l'absence de membrane interne pour renforcer le son à l'intérieur

l'ergonomie complexe à travers les menus et sous-menus



Pierre Hantai : C'est formidable de pouvoir jouer du clavecin à notre époque

Invité régulier des Journées Baroques du lycée Notre Dame de Sion, Pierre Hantai était présent pour l'édition 2017. Il a donné deux concerts, l'un en solo et l'autre avec ses frères Marc et Jérôme. Rencontre avec ce claveciniste passionné de la musique de Bach.

Pourquoi avoir choisi de jouer du clavecin ?

Cela vient de ma famille d'origine hongroise. Quand mes parents, qui étaient peintres, sont arrivés en France, ils nous ont fait découvrir la musique et c'est tout naturellement que nous nous sommes tournés vers cette musique du XVIIe et du XVIIIe siècle, en particulier vers Bach. Dans les années 1970, ce n'était pas très courant d'entendre du clavecin. J'écoutais alors à l'époque du piano, mais peu à peu avec la radio et les disques je me suis intéressé au clavecin. Il y a eu des interprètes très importants à ce moment-là qui ont ouvert la voie à cet instrument et à ma passion.

J'ai cru comprendre que vous avez commencé à dix ans, est-ce exact ? Avez-vous débuté par le clavecin ?

Oui, j'avais à peu près dix ans. À la maison, nous avions une petite épinette et un piano demi-queue. J'ai joué un peu sur ces deux instruments, j'ai suivi des cours de piano et peu à peu le clavecin s'est imposé.



Comment s'est déroulée votre formation ? Ressemble-t-elle à la formation de piano ?

Aujourd'hui, les formations se ressemblent, mais à l'époque ce n'était pas du tout le cas. Dans les écoles et conservatoires, il n'y avait pas de clavecin. Les Français passionnés de clavecin s'exilaient, notamment en Hollande. J'ai eu un professeur américain à Paris, mais j'étais sur la liste d'attente de Gustav Leonhardt à Amsterdam. Après deux ans d'attente, je suis parti à Amsterdam pour travailler avec ce dernier. J'ai reçu une formation qui n'était pas du tout académique, je n'ai jamais connu de conservatoire. J'ai travaillé seul et avec un professeur qui m'écoutait et me donnait des conseils.

Pour pouvoir travailler seul, vous deviez avoir des bases. Comment est-il possible d'apprendre seul ?

À l'école, on étudiait un peu la musique avec la flûte à bec, un instrument très simple qui est relié à la musique ancienne et qui nous permettait d'apprendre les notes et les clés. Or, un minimum de solfège suffit pour apprendre la musique.

Comment avez-vous évolué ?

Enfant, j'ai travaillé seul puis avec

mon professeur américain, puis encore seul durant deux années. Finalement, quand j'avais environ 18 ans, je suis resté deux ans à Amsterdam pour étudier avec Gustav Leonhardt. La musique ancienne est un petit milieu - du moins, l'était. Ainsi, comme tout le monde se connaissait, tout s'est fait grâce au bouche-à-oreille. J'ai été remarqué et invité. J'ai joué avec Gustav Leonhardt, mais aussi avec d'autres musiciens que j'admirais. J'ai gagné ma vie en faisant des concerts très tôt.

Est-ce que le fait qu'aujourd'hui le clavecin soit « plus répandu » permet davantage son apprentissage ?

Oui. Aujourd'hui, en France, il y a beaucoup de cours de clavecin. Il y a eu un moment où l'on certifiait aux professeurs l'aptitude à enseigner cet instrument et l'on a ouvert des classes. Maintenant, il y en a un peu partout.

Comparé au piano, l'apprentissage du clavecin est plus compliqué ou plus simple ?

Ni l'un ni l'autre. Chaque instrument a sa technique, ce ne sont pas les mêmes moyens, mais c'est le même but. Je ne fais pas de différence. Il faut énormément de travail. On ne peut pas se permettre de se reposer.

Quel est le compositeur ou le répertoire que vous aimez le plus ?

C'est sans aucun doute Bach. Il m'a fait aimer la musique et je le vois comme un fondateur, voire comme l'incarnation de ma religion. J'aime d'autres compositeurs, mais je ne joue pas leur musique. C'est le cas de Chopin. J'ai aussi appris à m'intéresser aux contemporains.

Dans quels pays vous produisez-vous le plus ?

Un peu partout, je ne me suis jamais produit en Afrique pour le moment. En Asie, je suis surtout allé au Japon et à Taiwan, mais je ne me suis jamais rendu en Chine. J'ai joué en Amérique du

Nord et en Amérique Centrale. Je joue souvent en Espagne, en Italie et en Hollande. Malheureusement, très peu en Allemagne et en Angleterre.

Vos concerts sont-ils une manière d'aborder de nouveaux répertoires, de jouer et de vous améliorer ?

Oui, pour moi c'est essentiel. Selon les lieux où l'on se rend, les gens conçoivent les choses différemment. S'il arrive souvent que les musiciens qui ont du succès avec un disque essayent de vendre le programme du disque en concert, moi je ne le fais jamais. Vendre des disques et donner des concerts sont deux choses différentes. De plus, je ne veux jamais donner deux fois le même concert. Il est vrai que certaines œuvres reviennent beaucoup, mais je n'arrive pas à répéter un programme dans son intégralité. Je trouve cela contreproductif. Si à Istanbul, je vais jouer une Toccata de Bach, je ne l'ai jouée en concert qu'une fois et il y a 25 ans. Je ne l'avais jamais rejouée bien qu'on me l'ait demandé. En réalité, j'essaie de trouver un rythme, et c'est lors du concert que l'on découvre si cela s'adapte bien. Je ne sais jamais à l'avance ce qui va se passer, ni comment les gens vont percevoir ce que je joue. Quand j'ai peu de concerts, je suis malheureux de ne pas pouvoir continuer mon travail.

La musique baroque n'est pas très connue en Turquie, mais vous en avez déjà joué ici ?

Oui, j'ai déjà joué deux fois à Istanbul avec l'organisation de Hakan Erdoğan qui fait des festivals de musique de Bach. Par la suite, j'ai rencontré M. de Lansalut, proviseur du lycée Notre Dame de Sion, lorsqu'il a acheté en 2010 un clavecin pour le lycée.

Face à quels publics dans le monde préférez-vous jouer ?

Très honnêtement, ce n'est pas la nationalité du public qui importe, c'est



la culture. Je me souviens du concert à Ankara comme un fait notable, car le public ne connaissait pas l'œuvre ni le clavecin, mais il était très attentif. Si l'on joue à la campagne face à un public qui n'a jamais écouté de musique, il sera concentré ; alors que si l'on joue un concert à Paris, les gens sont bruyants, toussent et n'écoutent pas. J'ai tendance à penser que c'est l'organisateur qui influe sur la qualité de son public.

Vous jouez aussi en trio avec vos frères, jouez-vous régulièrement ?

On joue ensemble quand on nous invite à le faire. Nous avons moins de concerts qu'avant parce que le monde de la musique ancienne devient plus commercial. Tout évolue très vite. Autrefois, nous étions dans un milieu qui en était vraiment préservé. Le côté « pur » de la chose disparaît. Tout le monde a accès à l'art, on peut aller dans des musées gratuitement, on allume la radio et l'on peut écouter des concerts gratuits... Nous y avons même accès sur internet.

Est-ce que vous enseignez aussi ?

J'ai enseigné dans le privé il y a plus de 15 ans. Je n'étais pas dans des conservatoires. J'ai eu de très bons élèves et beaucoup de plaisir à enseigner. Lorsque j'enseignais, j'apprenais plus que les élèves.

Si vous n'étiez pas devenu musicien, que seriez-vous devenu ?

Je serais peut-être devenu peintre. Mon père était un peintre connu et quand j'étais enfant je vivais près de son atelier. J'étais passionné par la peinture, je la pratiquais également, mais je n'en fais plus aujourd'hui.

Avez-vous déjà eu envie d'arrêter de jouer du clavecin ?

Vouloir non, me poser la question oui. J'ai beaucoup travaillé, mais ce n'est pas un travail qui a une fin. C'est un travail qu'on doit perpétuellement continuer à améliorer.

Pour vous, que représentent le clavecin et le fait d'en jouer ?

Avant toute chose, c'est un moyen pour établir des liens avec la pensée d'un compositeur ou avec une œuvre. C'est mon idée et celle de Leonhardt d'en savoir plus grâce aux instruments anciens. On s'est tellement éloigné de l'époque et les instruments ont tellement évolué, c'est bien d'entendre avec ce qu'ils ont eux-mêmes entendu. Cela nous influence énormément. J'ai entendu des interprétations magnifiques de Bach, de Scarlatti et d'autres compositeurs au piano, mais c'est autre chose. C'est formidable de pouvoir jouer du clavecin à notre époque.





Sirma Parman

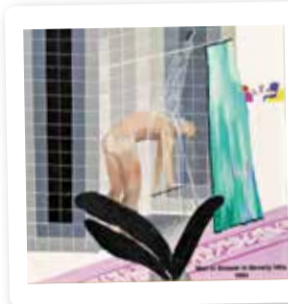
Même si j'avais déjà vu cette rétrospective de David Hockney plus tôt à Londres, je n'ai pas pu résister à la tentation de la voir une seconde fois au Centre Pompidou. J'étais impatiente de m'y rendre non seulement parce qu'il est l'un de mes artistes préférés, mais aussi parce qu'il y avait certaines peintures que je voulais examiner davantage. En outre, je trouve passionnant le changement artistique qu'il a opéré après avoir déménagé à Los Angeles. Lors de son premier séjour à Los Angeles, en janvier 1964, Hockney a été étonné par l'intensité de la lumière outre-Atlantique. C'est alors qu'il a opté pour la peinture acrylique afin de produire des images spirituelles, transparentes et « presque immatérielles » et reproduire la transparence de la surface de l'eau. Aussi bien que la sensualité et la chaleur de la ville, les piscines, les surfaces transparentes et les réflexions de la lumière ont beaucoup inspiré Hockney. Il faut aussi savoir qu'en Californie l'artiste britannique s'est adonné aux lectures du romancier John Rechy qui a beaucoup écrit sur la culture homosexuelle américaine et des magazines érotiques gays tels *Physique Pictorial*. Dès son arrivée

Je n'ai jamais assez de David Hockney!

à Los Angeles, Hockney a remarqué que les Américains entretenaient une relation différente avec l'eau. « *Les Américains passent leur vie sous la douche* », disait l'artiste avant d'ajouter : « *l'intérêt que porte un artiste au thème de la douche est évident : les mouvements d'une personne qui se caresse, les corps en se lavant sont toujours élégants. Depuis 300 ans, c'est un thème traditionnel pour les peintres* ».

La série *Shower Paintings* inclue le tableau *Domestic Scene* (1963) ainsi que sa première acrylique *Man in Shower in Beverly Hills* (1964), inspirés par des clichés présents dans *Physique Pictorial*, mais qui sont en réalité des versions modernes du thème des Baigneurs.

En regardant ces peintures, un sujet me tient particulièrement à cœur : le lien intéressant entre les corps homosexuels et les scènes domestiques. On sait que, dans le passé, les homosexuels devaient séparer leurs vies sexuelles de leurs vies quotidiennes. Ainsi, de nombreux films, livres et œuvres d'art sur les difficultés à vivre l'homosexualité ont été réalisés. Il est donc facile de comprendre qu'un ar-



tiste homosexuel voulait aborder ce sujet triste et éprouvant. Pourtant, le fait que David Hockney peigne plusieurs scènes de jeunes mannequins sous la douche, un moment extrêmement privé, me fait penser à l'obligation des homosexuels de cacher leur sexualité. Erving Goffman nous parlait de la mise en scène de la vie quotidienne. D'après lui, le monde est une pièce de théâtre où l'on arrête de jouer seulement quand on rentre dans les coulisses. La douche devient alors ce lieu où l'on peut être soi. Dans un monde déterminé par le goût hétérosexuel, le corps masculin est considéré comme non érotique. Le corps masculin, qui doit toujours être vêtu, symbolise une sexualité complètement différente du corps de la femme. Dans le catalogue de l'exposition - préparé par le commissaire Didier Ottinger -, il était écrit que Hockney se plaignait souvent de l'hypocrisie de la société européenne où des générations entières ont grandi entourées de statues antiques de nues, mais où regarder une photo d'un homme nu est moralement interdit.

Pierre Loti et les silhouettes de Hassan – Portraits avant la 2^e constitution



Le 24 octobre, ne manquez pas le vernissage de l'exposition d'Erol Makzume, intitulée « Pierre Loti et les silhouettes d'Hasan – Portraits avant la 2^e constitution ». En effet, le Lycée français Saint Benoît, à Istanbul, vous convie à sa salle d'exposition « La Galerie » pour découvrir les œuvres exceptionnelles du collectionneur Erol Makzume parmi lesquelles on compte des lithographies, signées sous le nom d'Hasan, des années 1905-1906. Quant à la référence à Pierre Loti, c'est tout simplement, car le propriétaire des œuvres exposées était le lieutenant Robert de Guiroye qui était en fonction sur « La Mouette », le bateau auxiliaire lié au Consul général de France sous le commandement de cet écrivain célèbre de l'Académie française.

Lors de cette exposition, vous aurez aussi le privilège de découvrir une autre merveille d'une grande valeur historique : un éventail en parchemin orné de motifs d'Istanbul du peintre du Palais Ottoman Fausto Zonaro, mais où y sont aussi apposées les signatures de diplomates importants des années 1890.

Soutenue par le Consul général de France à Istanbul, Monsieur Bertrand Buchwalter, l'exposition durera un mois.

Pour plus d'informations:

İpek Gümüşoğlu
Lycée français Saint Benoît Responsable Communication

Téléphone: 0212 244 10 26 / 187

E-mail: ipek.gumusoglu@sb.k12.tr

L'exposition de photos « Paris hier et aujourd'hui » à la Galerie du lycée Notre Dame de Sion

L'exposition photographique *Paris hier et aujourd'hui*, réalisée en collaboration avec l'agence Sipa Press, raconte l'histoire de cette ville en montrant des lieux, des personnalités, des événements importants, ainsi que des scènes de la vie quotidienne. À travers le regard de nombreux photographes de l'agence Sipa Press, cette exposition vous invite à une promenade historique dans Paris des années 1940 à nos jours.

Comme la Seine divise Paris en deux, cette exposition vous propose de vous promener sur les deux rives du fleuve et de traverser la ville du sud au nord.

70 photographies en noir et blanc et en couleur présentent des écrivains, des hommes politiques, des acteurs, des comédiens, des chanteurs, des danseurs, des peintres, de grands couturiers et des parisiens.

Commissaires de l'exposition : Ferit Düzyol, Birute Verbiejute, Walid Zekri.

L'exposition sera ouverte au public du lundi 23 octobre 2017 au jeudi 21 décembre 2017 (sauf les dimanches) de 11h à 18h (19h30 les soirs de spectacle ou de concert).



Le théâtre en Turquie : L'aventure des « théâtres alternatifs » (3)

Petit à petit, les troupes ou les lieux de théâtre dits « alternatifs » deviennent plus visibles dans l'espace public. Les programmes télévisuels, les revues culturelles ou les journaux accordent de plus en plus de place aux spectacles des compagnies qui font leurs premiers pas, incitent leurs lecteurs et publics à se rendre dans les petites scènes. Des figures connues du théâtre affichent également leur volonté de soutenir ces compagnies. Par exemple, Haldun Dormen lance un appel lors de la distribution, en 2012, de l'un des plus prestigieux Prix de théâtre (Afife Jale) afin que le Prix revienne à un spectacle produit par un « théâtre alternatif » si le choix « se resserre autour d'une production de théâtre subventionné et de théâtre alternatif ». Il propose également la composition d'un « jury alternatif », composé majoritairement de jeunes gens de théâtre, afin que les productions de ces nouvelles compagnies ne soient pas négligées. Les organisateurs du festival de théâtre d'Adana invitent plusieurs jeunes compagnies, et ce, pour la première fois, en 2012. Les concepteurs du Festival international d'Izmir, dont la première édition a eu lieu en 2012, font figurer, parmi leurs objectifs, de « faire connaître et développer les théâtres alternatifs » et de « soutenir les compagnies de théâtre privées et amateurs ».



Il faut également mentionner le fait que 2012 est marquée par un revirement de politique culturelle de taille. En effet, le gouvernement annonce que les théâtres publics seront désormais gérés par des bureaucrates, et fait comprendre que les subventions accordées à ces théâtres pourraient disparaître. Alors Premier ministre, R. T. Erdoğan déclare : « Si un soutien s'avère nécessaire, nous sponsoriserons le spectacle que nous voulons ». « L'Initiative commune des scènes alternatives » s'engage alors aux côtés d'une multitude d'associations comme celle des « Artistes du théâtre municipal d'Istanbul » afin de réaliser un « marathon artistique », qui durera sept jours (16-22 juin 2012) et durant lequel les spectacles se poursuivront pendant 24h, dans l'objectif de protester contre cette décision. Une solidarité réciproque se met donc en place entre les artistes du théâtre subventionné et ceux du théâtre privé.

À suivre...

Melisa Yener Vittek